



# Inventaire Historique d'anciens sites industriels et d'activités de service Région Limousin Département de la Haute-Vienne

Rapport « final »

**BRGM/RP 55003-FR**  
Décembre 2006

Étude réalisée dans le cadre des opérations de Service public du BRGM (fiches de Service Public 01POL118, 02POL118 et 03POLB28)

**F. Touchard, P. Subra, B. Mauroux.**



**Vérificateur :**

Nom : Lucien Callier

Date :

Signature :

**Approbateur :**

Nom : Bruno Mauroux

Date :

Signature :

**Le système de management de la qualité du BRGM est certifié AFAQ ISO 9001:2000.**



**Mots clés :** Inventaire historique, sites industriels, BASIAS, Base de données d'Anciens Sites Industriels et d'Activités de Service, Limousin, Haute-Vienne, IHR

**En bibliographie,** ce rapport sera cité de la façon suivante :

**F. Touchard, Ph. Subra, B. Mauroux (2006)** – Inventaire Historique d'anciens sites industriels et d'activités de service en Région Limousin – Département de la Haute-Vienne – BRGM/RP-55003-FR, Rapport final – 2006 - 86 p., 7 illustrations, 6 tableaux, 6 annexes

## Synthèse

A l'échelle nationale, le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable (MEDD), a chargé le BRGM Service Public de réaliser les inventaires historiques régionaux des anciens sites industriels et activités de service.

En Région Limousin, le comité de pilotage composé de la Délégation Régionale Limousin de l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie), de la DRIRE Limousin, de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne et du Service Géologique Régional Limousin du BRGM, a décidé de commencer l'inventaire dans cette région par le département de la Corrèze, de poursuivre par celui de la Haute-Vienne pour terminer par celui de la Creuse. Pour le département de la Haute Vienne, le financement de l'opération est assuré par l'Agence de l'Eau Loire Bretagne (décision attribution d'aide n°0480111 du 16 juillet 2004) et par le BRGM sur ses crédits de dotation (fiches de Service Public 01POL118, 02POL118 et 03POLB28).

Le lancement de l'opération s'est effectué lors de la première réunion du comité de pilotage du 12 juin 2003<sup>(1)</sup> sur la base d'une estimation d'environ 2000 sites. L'objectif a été atteint **deux mille cinq cent deux (2 502) fiches de sites ayant été renseignées dans BASIAS.**

L'inventaire suit la méthodologie nationale publiée en 1997 par l'ADEME. Après le cadrage et la préparation de l'opération, différentes tâches ont été successivement effectuées. Elles concernent :

- le dépouillement d'archives aux Archives Départementales de la Haute Vienne, au BRGM et la récupération de fichiers à la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Limousin (DRAC),
- le regroupement des fiches manuscrites par commune et par même adresse
- les consultations des communes et des services déconcentrés de l'Etat pour localiser les sites à l'échelle du 1 / 25 000 et préciser le type d'occupation actuel,
- des visites rapides de terrain réalisées pour vérifier ou préciser la localisation du site et caractériser son réaménagement éventuel,
- l'instruction des critères environnementaux, notamment par la recherche des captages AEP (Alimentation en Eau Potable) à proximité du site (distance d'un kilomètre retenue) ou, à défaut de cible, la recherche d'aquifère vulnérable à une éventuelle pollution,
- la saisie dans la base de données BASIAS (Base des Anciens Sites Industriels et des Activités de Service) de toutes les informations récoltées y compris les coordonnées X et Y des sites localisés, permettant ainsi l'exploitation de données par un système d'information géographique (MapInfo) et l'impression de cartes,

---

(1) **DRIRE LIMOUSIN** : Inventaire historique des sites potentiellement pollués en Haute-Vienne – Première réunion du comité de pilotage à la DRIRE le 12 juin 2003.

Le dépouillement des archives départementales à Limoges a permis d'établir trois mille neuf cent cinquante quatre (3 954) fiches manuscrites.

La consultation des deux cent une (201) mairies, avec un taux de réponse de 96 % a permis de valider les données transmises et de préciser la localisation des sites et leur occupation actuelle. Suite à l'élimination des doublons, toutes les données ont été saisies dans la base de données BASIAS.

Ainsi, deux mille cinq cent deux (2 502) sites ont été renseignés. Ils seront tous consultables sur Internet. Parmi les sites recensés, mille quatre cent quinze (1 415) ont fait l'objet d'une visite afin de localiser le site précisément, de vérifier son état d'activité voire son réaménagement pour ceux dont l'activité est terminée.

A partir de BASIAS, des tris ou des requêtes pourront être effectués ainsi que des interrogations pour chaque thème. Des cartographies peuvent être éditées et complétées en fonction des besoins des services de l'état, des collectivités territoriales et locales, des Agences, des Chambres Consulaires ou de particuliers.

**Les principaux résultats concernant les 2 502 sites inventoriés sont les suivants :**

**état d'activité des sites**

Etat d'activité du site	Nombre de sites
en activité	208
activité terminée	1 238
ne sait pas	1 056
<b>Total</b>	<b>2 502</b>

**sites localisés, géoréférencés**

Sites localisés	Nombre de sites
Oui	1 988
Non	514
<b>Total</b>	<b>2 502</b>

**répartition par groupe d'activités industrielles définis par le SEI**

	groupe 1	groupe 2	groupe 3	non rattaché	Total
en activité	170	31	7	-	208
activité terminée	1 023	201	12	2	1 238
non renseigné	846	172	25	13	1 056
<b>TOTAL</b>	<b>2 039</b>	<b>404</b>	<b>44</b>	<b>15</b>	<b>2 502</b>

## **Avertissements**

*Le recensement des anciens sites industriels et activités de service de la Haute-Vienne est basé sur des sources bibliographiques dont principalement les archives départementales de la Haute-Vienne.*

*Cette étude constitue une synthèse bibliographique complétée par un contrôle par la mairie et/ou sur la commune afin de connaître le type d'occupation actuel du site et de vérifier la localisation exacte des sites. **De par les limites de la méthodologie, cet inventaire ne doit pas être considéré comme exhaustif.** Les résultats sont valables au vu des dossiers consultés au moment de l'étude et sont sujets à évolution en fonction des mises à jour qui pourraient être envisagées ultérieurement.*

*Les informations relatives aux sites industriels recensés sont conservées dans BASIAS qui est la base de référence nationale des anciens sites industriels et des activités de service. Cette base gérée par le BRGM a été déclarée à la CNIL (Commission Nationale sur l'Informatique et les Libertés) en septembre 1998.*

***L'inscription d'un site dans BASIAS ne préjuge pas d'une pollution à son endroit.***



## Sommaire

<b>Synthèse .....</b>	<b>3</b>
<b>Avertissements.....</b>	<b>5</b>
<b>1. Introduction.....</b>	<b>11</b>
<b>2. Méthodologie de l'Inventaire appliquée au département de la Haute Vienne.....</b>	<b>13</b>
2.1. CADRAGE ET PREPARATION DE L'INVENTAIRE .....	13
2.2. SOURCES D'INFORMATIONS ET PRESELECTION DES COTES D'ARCHIVES .....	14
2.2.1. Archives Départementales de la Haute Vienne .....	14
2.2.2. Direction Régionale des Affaires Culturelles .....	15
2.2.3. BRGM .....	15
2.3. RESULTAT DU DEPOUILLEMENT DES ARCHIVES.....	15
2.4. REGROUPEMENT DES FICHES MANUSCRITES ET SAISIE DANS BASIAS .....	16
2.5. CONSULTATIONS DES MAIRIES ET DES SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....	17
2.6. VISITES RAPIDE DE TERRAIN .....	17
2.7. GEOREFERENCMENT DES SITES.....	21
2.8. INSTRUCTION DES CRITERES ENVIRONNEMENTAUX.....	22
2.9. FIN DE LA SAISIE DES DONNEES DANS BASIAS .....	25
<b>3. Présentation générale des données de l'inventaire.....</b>	<b>27</b>
3.1. REPARTITION DES SITES PAR COMMUNE.....	27
3.2. ETAT D'ACTIVITE DES SITES.....	29
3.3. NOMBRE DES SITES LOCALISES, DONC GEOREFERENCES .....	30
3.4. REPARTITION DES INSTALLATIONS ET DES SITES PAR CODES NAF ET GROUPES D'ACTIVITES.....	30

3.4.1. Répartition en fonction du code NAF .....	30
3.4.2. Répartition en fonction du groupe SEI des activités .....	32
3.5. EXEMPLES DE CROISEMENT DES SITES AVEC CERTAINS CRITERES ENVIRONNEMENTAUX .....	32
3.6. TYPES DE REAMENAGEMENTS .....	34
<b>4. Conclusions.....</b>	<b>37</b>
<b>5. Moyens de communication et de diffusion.....</b>	<b>39</b>
<b>6. Bibliographie .....</b>	<b>41</b>
<b>7. Abréviations utilisées au cours de cet inventaire.....</b>	<b>43</b>

## Liste des illustrations

<b>Illustration 1</b> : Répartition des sites en fonction de leur impact potentiel sur les ressources en eau (source : BRGM, 2003).....	233
<b>Illustration 2</b> : Pourcentage du nombre d'anciens sites industriels et activités de service par commune. ....	277
<b>Illustration 3</b> : Répartition des communes en fonction du nombre d'anciens sites industriels et activités de service .....	28
<b>Illustration 4</b> : Etat d'activité actuel des anciens sites industriels et activités de service. ....	30
<b>Illustration 5</b> : Répartition des anciens sites industriels et activités de service par rapport aux captages AEP .....	33
<b>Illustration 6</b> : Localisation des anciens sites industriels et activités de service par rapport aux ZNIEFF et aux captages AEP.....	34
<b>Illustration 7</b> : Types de réaménagement des anciens sites industriels et activités de service dans le département de la Haute-Vienne.....	35

## Liste des tableaux

<b>Tableau 1</b> : Répartition des anciens sites industriels et activités de service visités par commune .....	21
<b>Tableau 2</b> : Echelle des perméabilités retenue dans cette étude pour les différents types de formations superficielles (source : BRGM, 2003). .....	24
<b>Tableau 3</b> : Echelle des perméabilités retenue dans cette étude pour les différents types de substratum (source : BRGM, 2003). .....	24
<b>Tableau 4</b> : Nombre de sites recensés en fonction de leur état actuel d'activité .....	29
<b>Tableau 5</b> : Répartition, selon les groupes, des diverses activités recensées.....	31
<b>Tableau 6</b> : Répartition des sites recensés en fonction de leur appartenance à un groupe d'activité.....	32

## Liste des annexes

<b>Annexe 1</b> : Liste des 58 cotes d'archives listées par l'O.G.E.E consultées et dépouillées.....	45
<b>Annexe 2</b> : Liste des 548 cotes d'archives listées par l'O.G.E.E érronées ou non complètes.....	49
<b>Annexe 3</b> : Liste de 386 cotes d'archives listées par l'O.G.E.E consultées et non dépouillées sans intérêt pour l'IHR .....	53
<b>Annexe 4</b> : Liste de 14 cotes d'archives listées par l'O.G.E.E consultables uniquement aux Archives Nationales à Paris .....	59
<b>Annexe 5</b> : Liste de cotes d'archives non listées par l'O.G.E.E consultées et dépouillées (répertoire en cours d'élaboration).....	63
<b>Annexe 6</b> : Menu principal du code NAF .....	67



# 1. Introduction

A l'échelle nationale, le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable (MEDD), anciennement Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (MATE), a chargé le BRGM Service Public de réaliser les inventaires historiques régionaux des anciens sites industriels et activités de service. Ces recensements sont menés par département.

Dans chaque région, un comité de pilotage est mis en place sous l'égide de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE).

En Région Limousin, le comité de pilotage composé de la Délégation Régionale Limousin de l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie), de la DRIRE Limousin, de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne et du Service Géologique Régional Limousin du BRGM, a décidé de commencer l'inventaire régional par le département de la Corrèze, de poursuivre par celui de la Haute-Vienne pour terminer par celui de la Creuse.

Pour le département de la Haute-Vienne où le nombre de sites concernés avait été estimé à deux mille (2 000), le financement de l'opération est assuré par l'Agence de l'Eau Loire Bretagne (décision attribution d'aide n° 0480111 en date du 16 juillet 2004) et par le BRGM sur ses crédits de dotation (fiches de Service Public 01POL118, 02POL118 et 03POLB28).

Le lancement de l'opération s'est effectué lors de la première réunion du comité de pilotage du 12 juin 2003<sup>(2)</sup>.

Le premier objectif de l'inventaire est de recenser de manière aussi large que possible tous les sites, c'est à dire les lieux géographiques ayant été le siège d'une ou de plusieurs activités industrielles ou de stockages de produits divers dans un secteur d'étude prédéfini et pendant une période donnée.

La période couverte par l'étude s'étend, pour le département de la Haute-Vienne, du milieu du 19<sup>ème</sup> siècle à 2004 (date du démarrage du présent inventaire). Le dépouillement des dossiers d'archives a été réalisé aux Archives Départementales de la Haute Vienne, au BRGM et à la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Limousin (DRAC).

Pour le département de la Haute-Vienne, les grandes étapes nécessaires à l'acquisition des données sont rappelées depuis le dépouillement des archives et les différents regroupements des fiches par site, jusqu'aux consultations des services

---

(2) **DRIRE LIMOUSIN** : Inventaire historique des sites potentiellement pollués en Haute-Vienne - Première réunion du comité de pilotage à la DRIRE le 12 juin 2003.

déconcentrés de l'Etat, des communes et d'autres organismes, suivis de visites rapides sur le terrain, de la recherche des critères environnementaux et de la saisie des données dans la **Base des Anciens Sites Industriels et des Activités de Service (BASIAS)**.

La finalité de la base de données BASIAS telle que définie dans l'arrêté du 10 décembre 1998 est de conserver la mémoire de ces anciens sites pour fournir des informations utiles à la planification urbanistique et à la protection de l'environnement.

Le présent rapport présente et finalise l'inventaire historique des anciens sites industriels et activités de service du département de la Haute-Vienne.

## **2. Méthodologie de l'Inventaire appliquée au département de la Haute Vienne**

La méthodologie recommandée à l'échelle nationale, décrite dans le guide de l'ADEME, produit en 1997, à la demande du Ministère chargé de l'Environnement, comprend les tâches ci-après :

- cadrage et préparation de l'inventaire (tâche 1) ;
- dépouillement des dossiers d'archives, regroupement des fiches par site et localisation des sites à 1 / 25 000 (tâches 2 à 4) ;
- saisie des fiches sur BASIAS (tâche 5) et géoréférencement des sites (tâche 9);
- consultation des services de l'État, des organismes retenus pour leurs domaines de compétence et des mairies (tâche 6) ;
- recherche des critères environnementaux (tâche 7) ;
- visite rapide des sites à activités inconnues (tâche 8) ;
- numérisation des nouvelles coordonnées (tâche 9) et saisie dans BASIAS (tâche 10) ;
- présentation des données sous SIG (tâche 11).

L'ensemble de ces tâches est finalisé par l'édition d'un rapport et la mise à disposition des données de l'inventaire sur Internet.

### **2.1. CADRAGE ET PREPARATION DE L'INVENTAIRE**

L'inventaire concerne tous les sites industriels ou d'activités de service, qu'ils soient en activité ou non, partiellement réaménagés ou totalement en friche.

Le comité de pilotage a retenu les options suivantes pour le département concerné lors de la réunion en date du 12 juin 2003 :

- la période couverte par les recherches : de 1850 à 2004, date du démarrage du présent inventaire,
- les sources d'information exploitées : les Archives Départementales de la Haute Vienne, celles de la DRAC et la Banque de données du Sous-Sol (BSS) géré par le BRGM ;
- la liste des activités retenues pour l'inventaire a été établie par le comité de pilotage (cf. ci-après).

Les activités retenues dans le cahier des charges sont celles des deux premiers groupes d'activités (1 et 2) parmi les trois définis en fonction de leur dangerosité potentielle décroissante (1 > 2 > 3). Ces groupes d'activité ont été définis par la **circulaire du 3 avril 1996** du Service de l'Environnement Industriel (SEI) du ministère

chargé de l'Écologie relative à réalisation de diagnostics initiaux et de l'évaluation simplifiée des risques sur les sites industriels en activité.

La liste afférente a été validée par le comité de pilotage, le 12 juin 2003.

**Activités du 1<sup>er</sup> groupe :**

- anciennes décharges ou dépôts ou installations de recyclage, de récupération et d'élimination de déchets industriels ;
- productions et / ou stockages (associés ou non associés à l'activité de production) des industries de la chimie, de la carbochimie, de la pharmacie et la parapharmacie, des phytosanitaires, des pesticides, de l'extraction et du raffinage du pétrole, de la gazéification, la cokéfaction et la transformation de la houille ;
- dépôts d'hydrocarbures et stations services (supérieurs à 50 m<sup>3</sup>) ;
- industries de la métallurgie et fonderie de métaux non-ferreux, de la sidérurgie primaire des métaux ferreux et du traitement de surface ;
- activités de cristallerie et de céramique ;
- activités d'ennoblissement textile, de tanneries et de traitement du bois ;
- imprimeries et papeteries ;
- mines et carrières\*.

**Activités du 2<sup>ème</sup> groupe :**

- centrales thermiques (charbon, fuel) ;
- sidérurgie secondaire des métaux ferreux, transformation de l'acier, industries mécaniques et ateliers d'entretien ou de maintenance.

**2.2. SOURCES D'INFORMATIONS ET PRESELECTION DES COTES D'ARCHIVES**

**2.2.1. Archives Départementales de la Haute Vienne**

Les archives Départementales de la Haute Vienne, à Limoges, ont constitué la principale source d'information du présent inventaire.

---

\* sous BASIAS, les carrières appartiennent au groupe 3

L'essentiel des cotes d'archives à dépouiller a été répertorié en 1996 par l'O. G. E. E.<sup>(3)</sup>. Le reclassement des dossiers et les nouvelles sources d'informations<sup>(4)</sup> fournies par le secrétariat des Archives Départementales de Limoges ont permis de compléter ce premier relevé.

### **2.2.2. Direction Régionale des Affaires Culturelles**

Lors de la réunion du comité de pilotage, la Direction Régionale des Affaires Culturelles s'est engagée à faire parvenir les informations qu'elle détenait, en particulier pour le secteur de Limoges. Un fichier contenant des données précises sur quatre cent quatre vingt deux sites (482) a pu être récupéré.

### **2.2.3. BRGM**

La consultation de la Banque de données du Sous Sol (BSS) du Service Géologique Régional Limousin a permis de compléter l'inventaire des mines et des carrières et, en particulier, de préciser leur localisation

## **2.3. RESULTAT DU DEPOUILLEMENT DES ARCHIVES**

Pour chaque site, la localisation cartographique, le ou les types d'activité, la chronologie des activités, les procédés industriels, les produits utilisés ou générés, les incidents et accidents survenus, les réaménagements éventuels et le contexte environnemental sont recherchés. Les références des sources d'information sont consignées.

Toutes ces renseignements sont saisis dans une base de données développée sous ACCESS (logiciel **BASIAS** / Base de Données des Anciens Sites Industriels et des Activités de Service)<sup>(5)</sup> gérée par le BRGM.

Parmi les mille trois (1 003) cotes d'archives listées par monsieur F. Ogé (O.G.E.E.)<sup>[3]</sup> lors de son pré-inventaire :

- Cinquante huit (58) directement liées à l'inventaire ont été dépouillées et exploitées (voir annexe 1),
- Cinq cent quarante cinq (545) cotes listées s'avèrent erronées ou inexistantes (voir annexe 2),

---

(3) **O. G. E. E.** - Inventaire historique des sites potentiellement pollués de la Région Limousin (Corrèze, Creuse, Haute-Vienne) - rapport - première phase janvier 1996 - F. Ogé - CRESAL - CNRS

(4) **Archives Départementales de la Haute-Vienne** - Répertoire numérique de la série M - Administration générale et économie du département (1800 – 1940) - 1991 - D. Moulin

(5) Arrêté ministériel du 10 décembre 1998 relatif à la création d'une base de données sur les sites industriels et d'activités de service anciens paru au JO n° 89 du 16 avril 1999.

- Trois cent quatre-vingt six (386) cotes ont été seulement consultées car elles ne représentent pas d'intérêt pour l'inventaire (voir annexe 3),
- Quatorze (14) n'ont pas été dépouillées car consultables seulement à Paris aux Archives Nationales (voir annexe 4).

L'examen des listes et du répertoire en cours d'élaboration par les Archives Départementales, de la série W a permis d'obtenir et d'exploiter cent quinze (115) nouvelles cotes non répertoriées par Monsieur Ogé (voir annexe 4).

L'examen de la série M « Industries et Artisanat » a permis de dégager trente et une (31) cotes présentant un intérêt pour l'inventaire (voir annexe 4).

Par ailleurs, cent soixante quinze (175) dossiers de la BSS du BRGM ont été consultés.

La lecture du livre « Limousin d'Autrefois »<sup>[2]</sup> a permis d'obtenir deux (2) sites supplémentaires.

En tenant compte des informations obtenues auprès de la DRAC, **un total de trois mille neuf cent cinquante quatre (3 954) fiches manuscrites a pu être renseigné lors de cet inventaire.**

## **2.4. REGROUPEMENT DES FICHES MANUSCRITES ET SAISIE DANS BASIAS**

La consultation de différentes sources d'information a pu engendrer des doublons relatifs à des sites identiques. Lors du recueil des renseignements, soit le site :

↳ était identifié comme préexistant dans la base, et les champs étaient alors complétés en fonction des nouvelles données ;

↳ semblait inconnu et faisait l'objet d'une fiche nouvelle dans la base.

En conséquence, parmi les trois mille neuf cent cinquante quatre (3954) fiches manuscrites, le regroupement des fiches a permis de déceler mille quatre cent cinquante deux (1452) doublons

**Au total, deux mille cinq cent deux (2 502) sites ont été renseignés dans la Base de données des Anciens Sites Industriels et Activités de Services (BASIAS).** Il est à noter que ce total tient compte des trois groupes du Service de l'Environnement Industriel (SEI) du ministère chargé de l'Écologie.

A ce stade il s'agit essentiellement d'informations sur l'identification du site, son activité et sa localisation plus ou moins précise.

La bancarisation de ces données a permis la sortie de tableaux ayant servi lors des enquêtes auprès des mairies, ainsi que pour les visites rapides de sites.

## **2.5. CONSULTATIONS DES MAIRIES ET DES SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**

Un courrier a été envoyé à chacune des deux cents une (201) communes du département de la Haute-Vienne auquel était joint la liste des sites inventoriés dans les Archives Départementales sur leur territoire et un extrait de la carte IGN à 1 / 25000. Il leur était demandé d'une part, de valider les informations fournies et d'autre part, de les compléter le cas échéant.

Cette démarche est destinée à compléter et à préciser les données brutes émanant de dossiers référencés relatifs aux anciens sites industriels et activités de service. Notamment, elle doit permettre de définir si le site est en activité ou non et, dans ce dernier cas, de savoir s'il est en friche ou déjà réaménagé pour un usage autre qu'industriel. Cette étape préalable aux visites de terrain est importante.

Suite à ce courrier, les mairies ont été contactées par téléphone, voire relancées plusieurs fois, en particulier pour les communes les plus importantes du département (Bellac, Saint-Junien, Saint-Léonard-de-Noblat, ...). Suite aux différentes sollicitations, cent quatre vingt quinze (195) mairies, soit 96 % des communes du département, ont répondu, ce qui représente un excellent taux de réponse. A titre de comparaison, pour l'IHR de la Corrèze en 2003, le taux de réponse des communes a été de 76 %.

Parmi les courriers reçus, cent trente (130) concernent des communes où des sites avaient été inventoriés, les autres ne présentant aucun site. Par ailleurs, cinquante trois (53) mairies ont signalé la présence, sur son territoire, d'un ou plusieurs sites non listé d'après les archives.

↪ cent cinquante huit (158) ont simplement validé les informations transmises dans le courrier (présence ou non de site localisés sur la commune) ;

↪ cinquante trois (53) ont apporté (en plus de la validation) un ou plusieurs nouveaux sites ;

↪ cinquante quatre (54) ont fourni des informations concernant l'état d'activité du site ;

↪ quatre vingt huit (88) n'ont aucune information sur les sites présents sur leur commune.

Dans la plus part des cas, la consultation des mairies n'a pas apportée de renseignement relative au positionnement des sites ou à leur réaménagement. Ces informations seront fournies par les visites réalisées sur le terrain.

## **2.6. VISITES RAPIDE DE TERRAIN**

Les visites de terrain sont destinées à définir l'état d'occupation actuel des sites inventoriés dans les archives et à préciser la localisation de certains d'entre eux. Ces investigations sont généralement préparées en fonction des éléments apportés par les mairies ou à partir des « pages jaunes » de l'annuaire téléphonique. Afin d'optimiser

l'apport de nouvelles informations, le cahier des charges prévoyait de visiter environ mille (1 000) sites. Au total, mille quatre cent quinze (1 415) sites ont fait l'objet d'une visite soit 56 % des sites recensés dans BASIAS.

Le **tableau 1** présente pour l'ensemble des communes de la Haute-Vienne, la répartition des sites visités en trois catégories : « non retrouvés », « localisation approximative supérieure à 25 mètres » (ce qui permet néanmoins de juger de son réaménagement) et « localisation inférieure à 25 mètres ».

Commune	Sites non localisés	Sites localisés		Total
		>25 m	<25 m	
AIXE-SUR-VIENNE			1	1
AMBAZAC			1	1
ARNAC-LA-POSTE			1	1
AUREIL			2	2
BEAUMONT-DU-LAC	1			1
BELLAC	9	19	13	41
BESSINES-SUR-GARTEMPE		1	2	3
BLOND			1	1
BOISSEUIL	2	2	1	5
BOSMIE-L'AIGUILLE	1	3	2	6
BUJALEUF	1	1	1	3
BUSSIERE-POITEVINE			2	2
CHAILLAC-SUR-VIENNE			1	1
CHAMPAGNAC-LA-RIVIERE	3		3	6
CHAMPSAC	2		2	4
CHATEAU-CHERVIX	3		5	8
CHATEAUNEUF-LA-FORET	3		5	8
CHATEAUPONSAC	2		1	3
CHERONNAC		1	1	2
COGNAC-LA-FORET		2	6	8
CONDAT-SUR-VIENNE	2		7	9
COUSSAC-BONNEVAL	1		7	8
COUZEIX			1	1

*Inventaire d'anciens sites industriels et activités de service de la Haute-Vienne*

DOMPIERRE-LES-EGLISES			2	2
DOMPS	1		1	2
DOURNAZAC	1	1	1	3
EYJEAUX	1		1	2
EYMOUTIERS	20		5	25
FEYTIAT	8	2	3	13
GAJOUBERT			1	1
GLANDON			2	2
GORRE			1	1
ISLE			2	2
JANAILHAC			2	2
JOURGNAC			2	2
LA CHAPELLE-MONTBRANDEIX			2	2
LA CROISILLE-SUR-BRIANCE	1	1	2	4
LA GENEYTOUSE			2	2
LA MEYZE	2		1	3
LA PORCHERIE			4	4
LA ROCHE-L'ABEILLE		1	2	3
LADIGNAC-LE-LONG		2	2	4
LAURIERE			1	1
LE CHALARD			3	3
LE PALAIS-SUR-VIENNE	8		3	11
LE VIGEN			6	6
LIMOGES	105	59	658	822
LINARDS	2		1	3
MAGNAC-BOURG		1	7	8
MAGNAC-LAVAL		2		2
MARVAL	3		4	7
MEUZAC			10	10
NEDDE		2	1	3
NEUVIC-ENTIER	5		1	6
NIEUL	1			1

*Inventaire d'anciens sites industriels et activités de service de la Haute-Vienne*

ORADOUR-SUR-GLANE		1		1
PAGEAS			2	2
PANAZOL	9	1	3	13
PENSOL			1	1
PEYRILHAC		2		2
PIERRE-BUFFIERE	4	1	8	13
RANCON	1	1		2
RAZES	2			2
ROCHECHOUART	8		2	10
ROUSSAC			1	1
ROYERES			1	1
SAILLAT-SUR-VIENNE	2		2	4
SAINT-AUVENT	1	3	1	5
SAINT-BARBANT			1	1
SAINT-BRICE-SUR-VIENNE	2	1	3	6
SAINT-GERMAIN-LES-BELLES	5		1	6
SAINT-HILAIRE-BONNEVAL			1	1
SAINT-JEAN-LIGOURE		1	3	4
SAINT-JUNIEN	77	6	17	100
SAINT-JUST-LE-MARTEL			1	1
SAINT-LAURENT-SUR-GORRE	6		3	9
SAINT-LEGER-MAGNAZEIX	1			1
SAINT-LEONARD-DE-NOBLAT	30	10	13	53
SAINT-MARTIN-LE-VIEUX			1	1
SAINT-MAURICE-LES-BROUSSES			3	3
SAINT-MEARD			2	2
SAINT-PAUL			1	1
SAINT-PRIEST-LIGOURE			3	3
SAINT-PRIEST-TAURION			1	1
SAINT-SORNIN-LEULAC			2	2
SAINT-SULPICE-LAURIERE			1	1

SAINT-SULPICE-LES-FEUILLES		1		1
SAINT-VICTURNIEN	4	2	1	7
SAINT-VITTE-SUR-BRIANCE			1	1
SAINT-YRIEIX-LA-PERCHE	16	11	8	35
SAUVIAT-SUR-VIGE	1			1
SAUVIAT-SUR-VIGE	1			1
SEREILHAC			7	7
SOLIGNAC	2		8	10
SUSSAC	2		1	3
VAYRES	1		1	2
VICQ-SUR-BREUILH	1	1	4	6
<b>TOTAL</b>	<b>363</b>	<b>142</b>	<b>910</b>	<b>1415</b>

*Tableau 1: Répartition des anciens sites industriels et activités de service visités par commune*

Sur les mille quatre cent quinze (1 415) sites visités, trois cent soixante trois (363) n'ont pas pu être positionnés, soit 26 % du total. Parmi les mille cinquante deux (1052) sites restant, la précision de leur localisation est inférieure à 25 mètres pour neuf cent dix (910) d'entre eux, soit 86,5 %, et supérieure à 25 mètres pour cent quarante deux (142) sites, soit 13,5%.

## **2.7. GEOREFERENCEMENT DES SITES**

La localisation des anciens sites industriels et activités de service sur cartes IGN à 1 / 25 000 a été effectué selon trois approches :

- ↪ plans suffisamment précis dans les archives pour les reporter sur cartes ;
- ↪ informations fournies lors de la consultation des communes ;
- ↪ visites de terrain.

Lors des tournées de terrain et du dépouillement des archives, le positionnement de certains sites anciens n'a pas pu être déterminé pour les raisons suivantes :

- ↪ la rue mentionnée a disparu ou changé de nom ;
- ↪ les plans (pour ceux antérieurs à 1950) sont illisibles ou inexploitable ;
- ↪ l'adresse est imprécise et sans numéro ;
- ↪ les vieux bâtiments ont été démolis et remplacés par un quartier neuf ;

↳ l'adresse indiquée dans les archives est celle du gérant et non celle où l'activité était pratiquée ;

↳ les plans cadastraux ont été modifiés (numérotation des parcelles et des planches) ;

↳ les mairies n'ont plus « la mémoire » de ces sites.

Dans les zones urbaines, de nombreux sites n'ont pas pu être positionnés avec précision. Un certain nombre n'a pour adresse qu'un nom de lieu-dit ; en conséquence, ils ont été localisés approximativement.

## **2.8. INSTRUCTION DES CRITERES ENVIRONNEMENTAUX**

Le géoréférencement des sites permet de les situer par rapport à diverses zones d'intérêt environnemental.

Les sites concernés par la recherche de critères environnementaux sont :

- les sites géoréférencés, donc localisés sur cartes,
- les sites qui ne sont plus « en activité » industrielle,
- les sites dont l'ancienne activité industrielle était parmi celles du groupe 1 et du groupe 2 préalablement définis.

Les critères environnementaux instruits ont été les suivants :

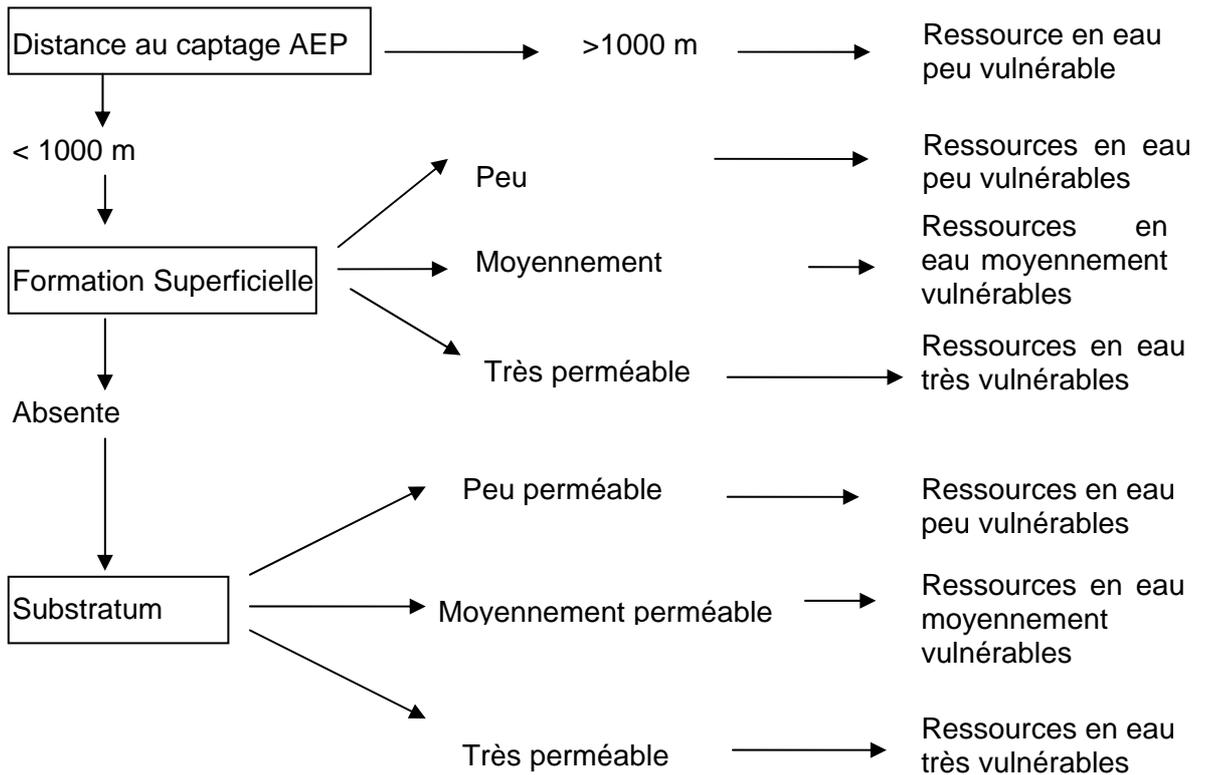
- milieu d'implantation (rural, urbain, périurbain),
- arrêté Biotope,
- cible potentielle liée aux eaux superficielles ou souterraines (recherche systématique de captages d'eau potable dans un rayon de mille mètres, quelle que soit la position du site par rapport au sens d'écoulement de la nappe),
- site dans le périmètre, ou à proximité, de :
  - site classé / inscrit (recherché dans un rayon de cinq cents mètres maximum),
  - ZPPAUP (zone de protection, patrimoine, architecture, urbanisme et paysage),
  - ZPS (Zone de Protection Spéciale),
  - ZNIEFF1 (Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique),
  - ZNIEFF2 (Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique).

Ces données environnementales ont été fournies par la DIREN Limousin.

- nature des terrains superficiels,
- caractérisation géologique du substratum,

- code et caractéristiques du système aquifère.

L'échelle de gradation de la vulnérabilité, proposée ci-dessous (cf. Illustration 1) s'appuie sur celle utilisée lors de l'inventaire des anciens sites industriels du département de la Corrèze<sup>(6)</sup>. Elle est basée sur la présence ou non d'un captage AEP, sur la nature des formations superficielles et du substratum, et sur la présence d'accidents géologiques majeurs (failles).



*Illustration 1: Répartition des sites en fonction de leur impact potentiel sur les ressources en eau (source : BRGM, 2003).*

Bien que subjective et donc discutable, cette échelle permet de donner un aperçu très sommaire (plans et cartes à 1 / 50 000) à ce stade, sur les éventuels risques que pourraient générer les sites (s'ils s'avéraient pollués) pour les ressources en eau.

Les mille neuf cent quatre vingt huit (1 988) sites localisés (**sont considérés comme tel, les sites ayant été géoréférencés avec une précision communale**) sont classés

<sup>(6)</sup> B. MAUROUX, Ph SUBRA – Inventaire Historique Régional des anciens sites industriels et activités de service Région Limousin - Département de la Corrèze - BRGM/RP-52409-FR, rapport final - 2003

dans une des catégories suivantes en termes de vulnérabilité des ressources en eau faible, moyenne, ou forte.

La présence de faille dans un rayon de cinq cents mètres a été considérée comme pouvant avoir un impact d'importance moyenne par rapport à la vulnérabilité des ressources en eaux superficielles ou souterraines.

L'examen des données recueillies montre que pour les mille neuf cent quatre vingt huit (1 988) sites localisés, cent trente neuf (139) sites soit 7 % de ceux-ci, peuvent avoir potentiellement un impact sur les ressources en eaux, étant situés à moins de un kilomètre d'un captage A.E.P.). Vingt deux (22) sites pourraient être considérés comme sensibles (A.E.P. situé à moins d'un kilomètre et faille dans un rayon de cinq cents mètres)

Les échelles de perméabilité retenues pour caractériser les formations superficielles et les différents types de substratum rencontrés dans le département de la Haute-Vienne sont présentées dans les tableaux 2 et 3 ci-dessous.

<b>Nature de la formation</b>	<b>Perméabilité</b>
Arène (sable argileux)	moyenne
Argile	très faible
Limons/Loess	très faible
Remblais	moyenne
Sables/Graviers/Galets	Forte

*Tableau 2 : Echelle des perméabilités retenue dans cette étude pour les différents types de formations superficielles (source : BRGM, 2003).*

<b>Nature du substratum</b>	<b>Perméabilité</b>
Argile/Marne/molasse terrigène	très faible
Calcaire compact	forte
Calcaire tendre/Craie	moyenne
Evaporites/Gypse	très faible
Roches cristallines ou volcaniques	moyenne
Sable/grès	forte
Schistes	moyenne

*Tableau 3 : Echelle des perméabilités retenue dans cette étude pour les différents types de substratum (source : BRGM, 2003).*

## **2.9. FIN DE LA SAISIE DES DONNEES DANS BASIAS**

Les nouvelles informations recueillies au cours des étapes précédentes ont été intégrées dans la base de données :

- coordonnées X et Y en Lambert II étendu,
- état d'occupation actuel du site,
- caractérisation environnementale des sites.



## 3. Présentation générale des données de l'inventaire

### 3.1. REPARTITION DES SITES PAR COMMUNE

L'illustration 2 montre la répartition en pourcentage du nombre de site par commune. D'après les données recueillies lors du présent inventaire, il existe au moins ancien site industriel et activité de service répertorié sur 82 % des communes de la Haute-Vienne. De même, 19 % d'entre elles présentent plus de dix sites recensés.

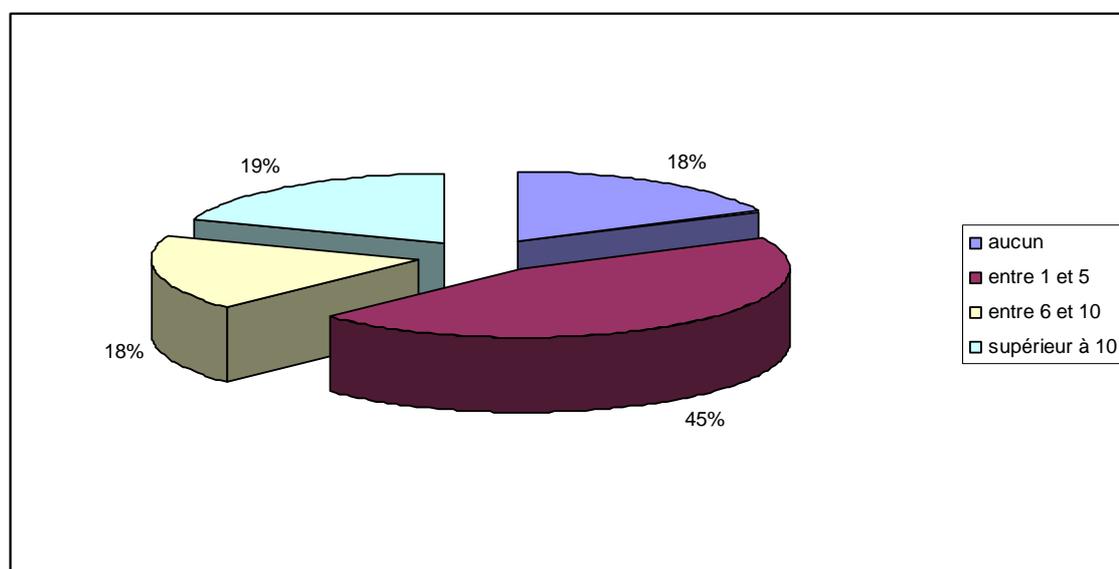


Illustration 2 : Pourcentage du nombre d'anciens sites industriels et activités de service par commune.

L'illustration 3 indique pour chacune des deux cent une (201) communes du département de Haute-Vienne, le nombre de sites présents sur leur territoire. Pour cette cartographie, tous les sites de BASIAS ont pris en compte, même ceux dont la localisation est imprécise.

Les communes où le nombre de site est supérieur à 10, sont principalement localisées à la périphérie de Limoges ainsi que dans les principaux centres d'activité du département de la Haute-Vienne (agglomération de Limoges, Saint-Yrieix-la-Perche, Bellac, Saint-Léonard-de-Noblat, Saint-Junien, ...).

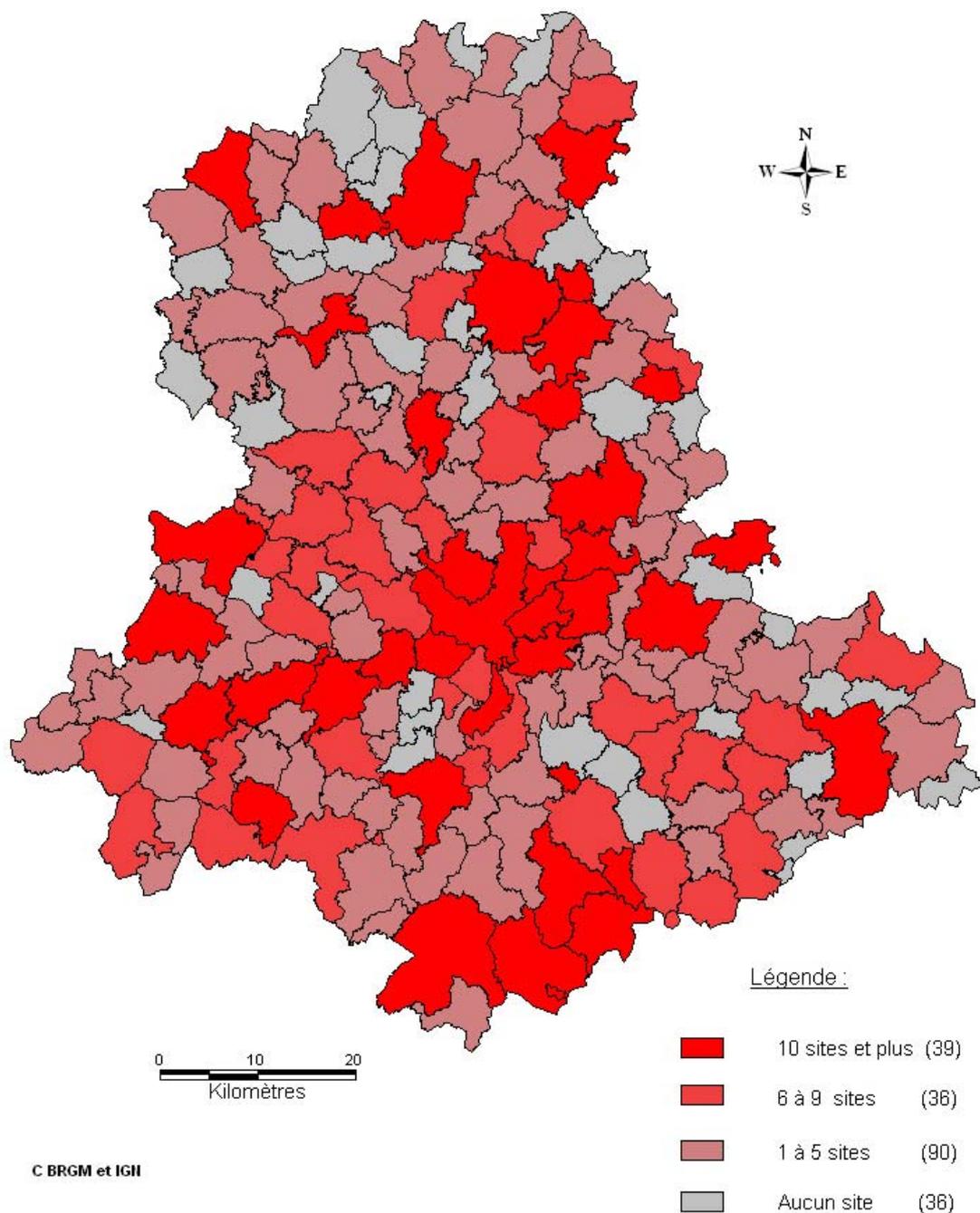


Illustration 3 : Répartition des communes en fonction du nombre d'anciens sites industriels et activités de service

### 3.2. ETAT D'ACTIVITE DES SITES

Les sites sont répartis en 3 catégories (cf. tableau 4, illustration 4) :

- **ceux en activité** : le site est occupé par une activité industrielle relevant de la police des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE);
- **ceux à activité terminée** : il n'y a plus d'activité industrielle sur le site, qui est donc, soit en friche, soit réutilisé pour un autre usage. Les sites partiellement en activité et partiellement réaménagés, ceux en friche, ceux partiellement réaménagés et partiellement en friche sont intégrés dans cette catégorie.
- **ceux dont l'état d'activité est inconnu**, (rubrique « ne sait pas » dans BASIAS), le plus souvent dû à l'insuffisance des données sur la localisation du site ou à l'absence de réponse des mairies consultées.

Le dépouillement des archives a permis de recenser deux mille cinq cent deux (2 502) sites. Leur état actuel d'activité est souvent non renseigné. Certains arrêtés préfectoraux ou d'autres documents indiquent la cessation de leur activité industrielle, sans préjuger l'installation ou pas d'une autre activité. Les mairies ont souvent complété cette information.

Etat d'activité du site	Nombre de sites
En activité	208
Activité terminée*	1 238
Ne sait pas	833
Non renseigné	223
<b>Total</b>	<b>2 502</b>

\* =Activité terminée et partiellement réaménagé ou partiellement en friche + en activité et partiellement en friche ou réaménagé.

*Tableau 4 : Nombre de sites recensés en fonction de leur état actuel d'activité*

L'illustration 4 ci-dessous montre que 8 % de sites sont encore en activité. Pour 42 % d'entre eux, leur état n'a pas pu être clairement défini (soit 9 % de « non renseigné » et 33 % de « ne sait pas »). Toutefois, dans le cadre du présent inventaire, il a pu être déterminé que toute activité industrielle avait cessé sur 50 % des deux mille cinq cent deux site recensés.

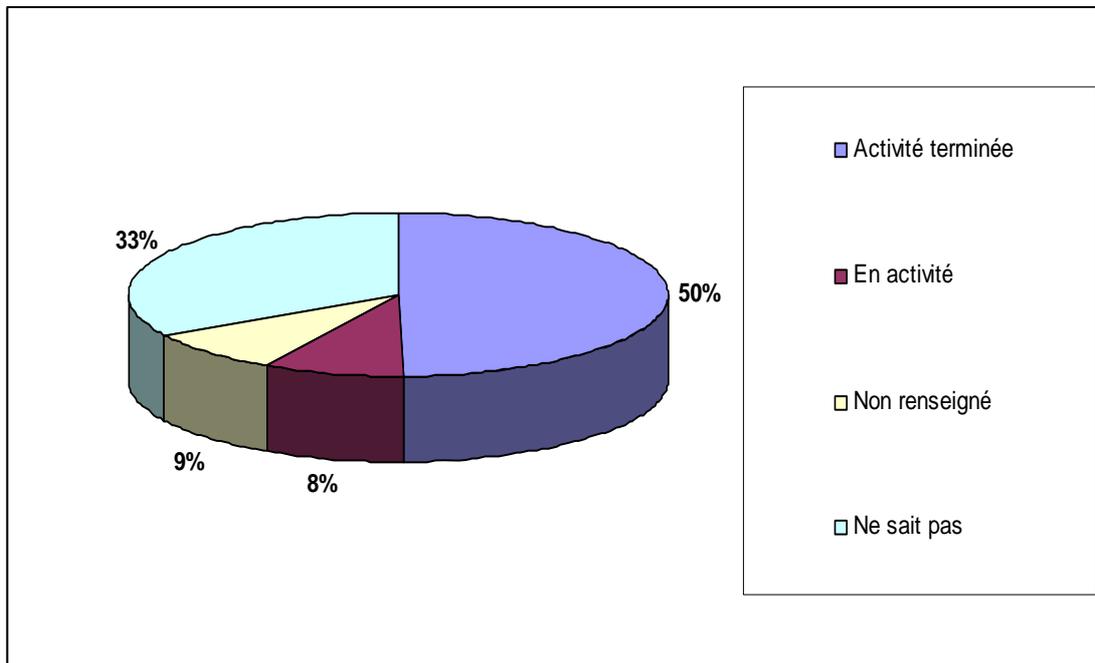


Illustration 4 : Etat d'activité actuel des anciens sites industriels et activités de service.

### 3.3. NOMBRE DES SITES LOCALISES, DONC GEOREFERENCES

Dans la base de données BASIAS, **les deux mille cinq cent deux sites (2 502) ont tous fait l'objet d'un géoréférencement**, la précision est :

- inférieure à 25 mètres pour mille quatre cent quatre vingt trois (1 483) sites, soit 59 %,
- supérieure à 25 mètres pour mille dix neuf (1019) sites, soit 41 %.

### 3.4. REPARTITION DES INSTALLATIONS ET DES SITES PAR CODES NAF ET GROUPES D'ACTIVITES

Dans ce chapitre, seront successivement présentées la répartition des :

- trois mille cent quatre-vingt quatorze (3 194) installations recensées,
- deux mille cinq cent deux (2502) sites de BASIAS.

#### 3.4.1. Répartition en fonction du code NAF

Les activités industrielles sont identifiées par le code NAF (Nomenclature des Activités Françaises) adapté à BASIAS (cf. annexe 6). Plusieurs installations ou activités différentes ont pu se succéder ou coexister sur le même site. En conséquence, le

nombre d'activité (code NAF) est supérieur au nombre de sites. Toutes les installations recensées sont dénombrées par grandes familles d'activités et sont réparties en fonction de leur appartenance à l'un des groupes d'activité définis par le SEI.

<b>ACTIVITE</b>	<b>Code NAF</b>	<b>1<sup>er</sup> groupe</b>	<b>2<sup>ème</sup> groupe</b>	<b>3<sup>ème</sup> groupe</b>	<b>TOTAL</b>
Agriculture, Chasse, Sylviculture	A	3	0	0	3
Industrie extractive	C	198	0	43	241
Industries agricoles et alimentaires	DA	0	0	1	1
Industrie textile et habillement	DB	31	0	1	32
Industrie du cuir et de la chaussure	DC	101	0	1	102
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	DD	13	0	3	16
Industrie du papier et du carton, édition, imprimerie	DE	136	0	1	137
Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires	DF	3	0	4	7
Industrie chimique	DG	325	0	2	327
Industrie du caoutchouc et des plastiques	DH	28	0	0	28
Fabrication de produits minéraux non métalliques	DI	243	0	1	244
Métallurgie et travail des métaux	DJ	127	182	0	309
Fabrication de machines et équipements	DK	49	49	0	98
Fabrication, réparation d'équipements électriques ou électroniques	DL	7	42	0	49
Fabrication de matériel de transport	DM	0	9	0	9
Autres industries manufacturières	DN	8	0	0	8
Production d'électricité, d'eau et de chaleur	E	34	0	9	43
Construction (Métiers de la)	F	0	0	1	1
Commerce réparation automobile (ou autre)	G	821	455	5	1 281
Transports, Communications	I	1	4	0	5
Immobilier, Locations, Services aux entreprises	K	4	0	0	4
Assainissement, déchets	O	71	0	0	71
Stockage de produits chimiques, boues, D.L.I...	Z	175	0	3	178
<b>TOTAL</b>		<b>2 397</b>	<b>741</b>	<b>56</b>	<b>3 194</b>

*Tableau 5 : Répartition, selon les groupes, des diverses activités recensées*

Parmi les trois mille cent quatre-vingt quatorze (3 194) installations recensées et réparties sur les deux mille cinq cent deux (2 502) sites, la majorité relève du groupe 1.

### **3.4.2. Répartition en fonction du groupe SEI des activités**

Les diverses activités sont réparties en trois groupes (cf. annexe 6 - § 2.1. où sont présentés les 3 groupes avec leurs activités industrielles).

Ces groupes d'activité, appelés « groupe SEI » sont classés en fonction de leur dangerosité potentielle sur l'environnement, selon l'ordre de priorité suivant :

**groupe 1 > groupe 2 > groupe 3.**

Lorsqu'on considère les sites qui ont eu plusieurs activités différentes, l'activité dont la dangerosité potentielle est la plus forte, est retenue.

A partir des informations obtenues principalement lors du dépouillement des archives, il est possible de répartir les deux mille cinq cent deux (2 502) sites recensés en fonction de leur groupe d'activité déclarée (cf. tableau 6).

<b>Groupe d'activité</b>	<b>Nombre</b>
Groupe 1	2 039
Groupe 2	404
Groupe 3	44
Non renseigné	15
<b>Total</b>	<b>2 502</b>

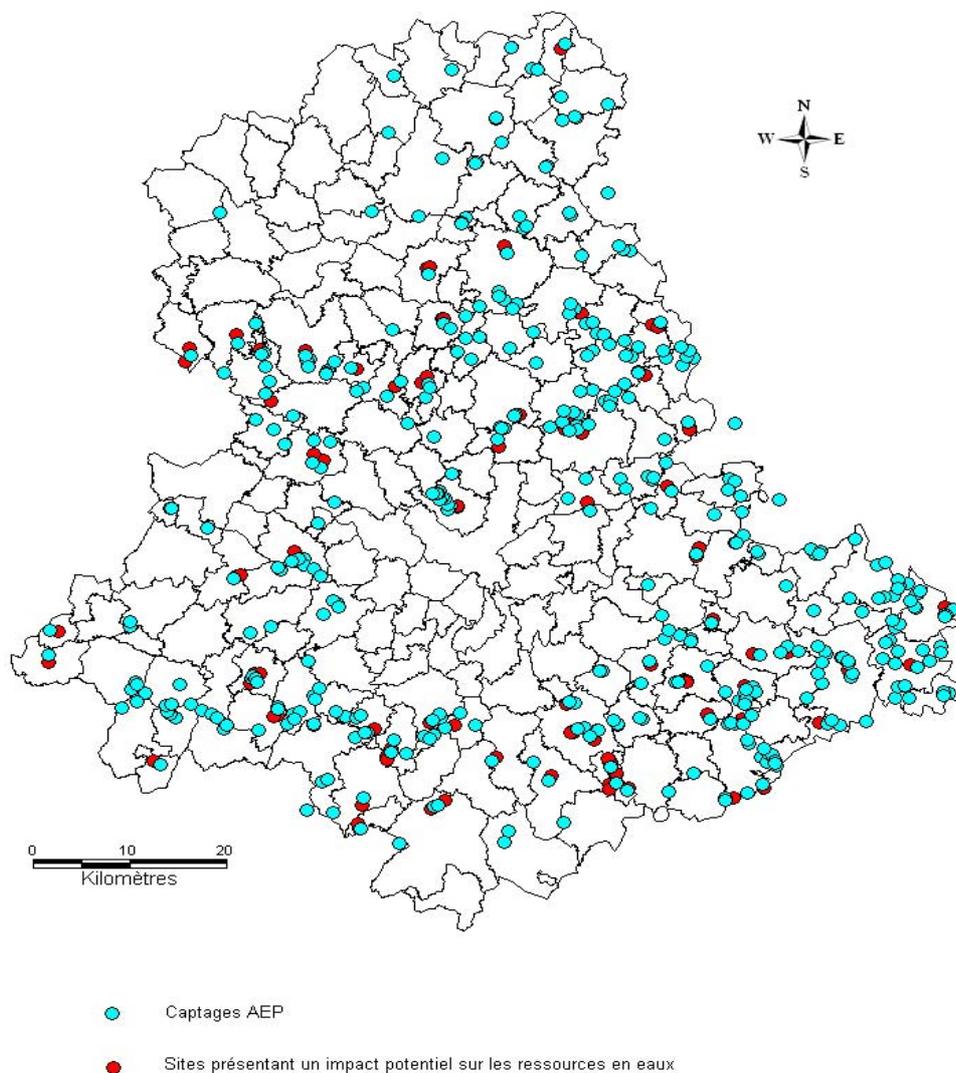
*Tableau 6 : Répartition des sites recensés en fonction de leur appartenance à un groupe d'activité*

### **3.5. EXEMPLES DE CROISEMENT DES SITES AVEC CERTAINS CRITERES ENVIRONNEMENTAUX**

Le S.I.G. développé dans le cadre de cet inventaire permet le croisement des données relatives aux sites recensés dans BASIAS et géoréférencés avec d'une part, les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1 et 2 et d'autre part, les captages d'alimentation en eau potable (AEP).

L'illustration 5 ci-dessous présente les sites localisés et les captages connus pour l'alimentation en eau potable. L'examen de cette carte montre que cent trente neuf (139) sites, soit moins de 1% de ceux positionnés, sont situés à moins d'un kilomètre

d'un ouvrage AEP. Toutefois, ce voisinage ne préjuge nullement de la possibilité d'éventuelle contamination.



*Illustration 5 : Répartition des anciens sites industriels et activités de service par rapport aux captages AEP*

L'illustration 6 représente un autre exemple de cartographie envisageable. Elle concerne la localisation des anciens sites industriels et activités de services recensés par rapport aux captages AEP et ZNIEF de type 1 et 2.

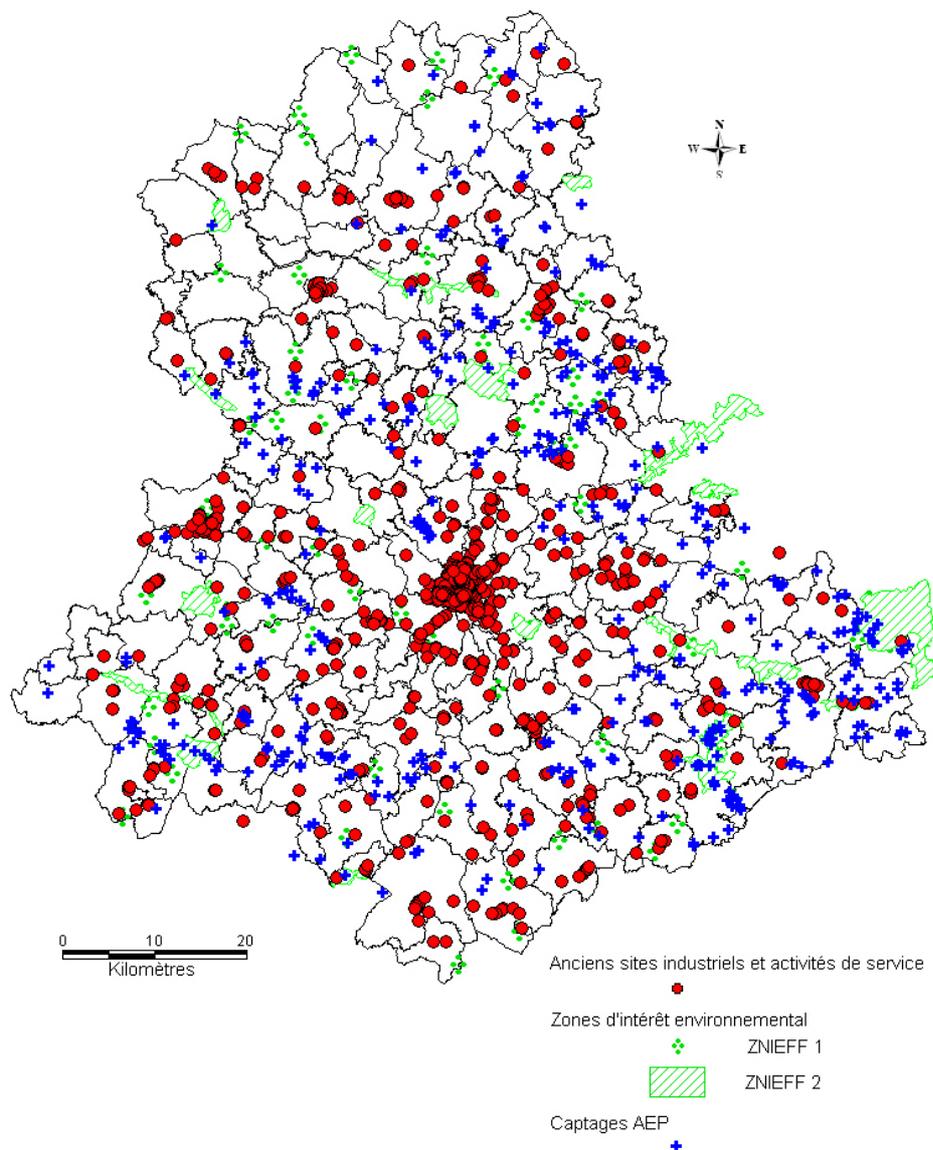


Illustration 6 : Localisation des anciens sites industriels et activités de service par rapport aux ZNIEFF et aux captages AEP.

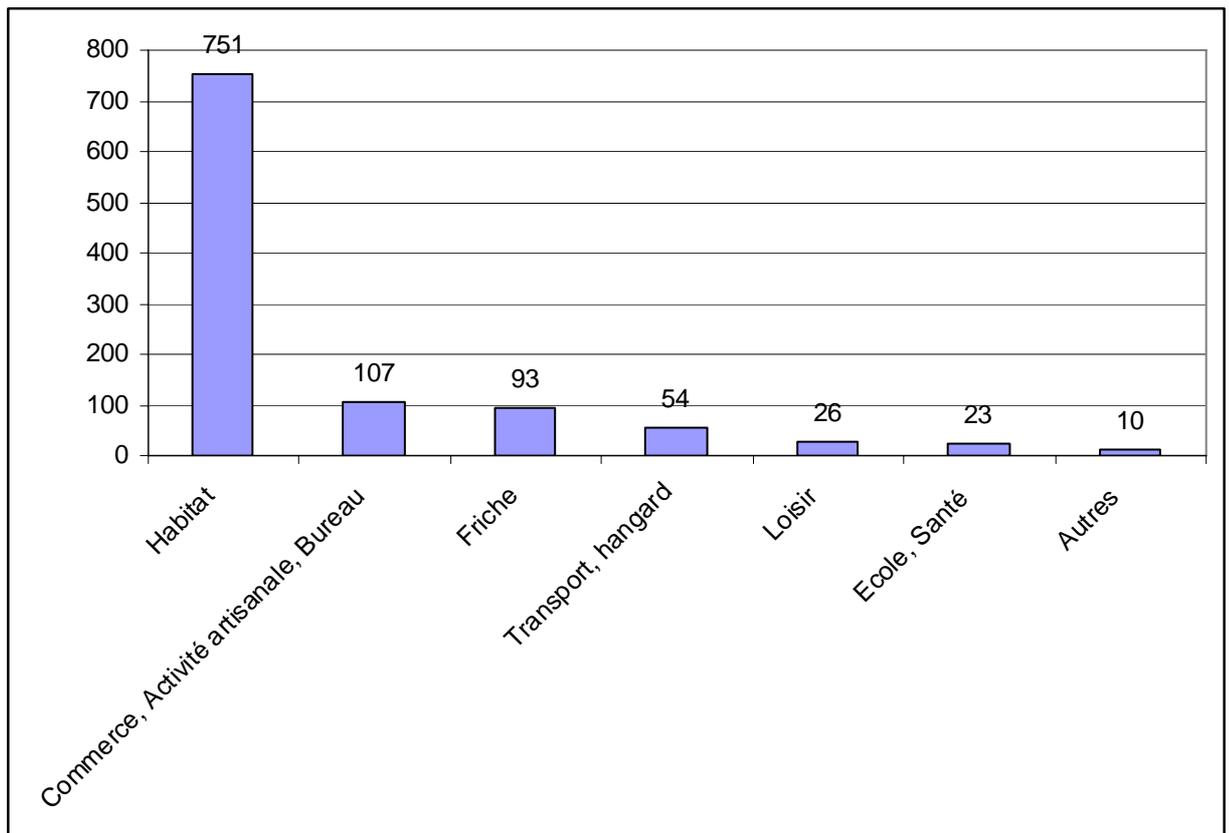
### 3.6. TYPES DE REAMENAGEMENTS

Les réponses des mairies et les visites de terrain ont parfois permis de déterminer l'aménagement actuel d'anciens sites industriels ou activités de service. Le type de réaménagement de tous les sites n'est pas forcément connu parce que :

- les réponses des mairies, n'ont pas apportées beaucoup d'informations concernant le type de réaménagement ;
- tous n'ont pu faire l'objet d'une visite, compte tenu du nombre important de sites.

Sur les mille soixante sept (1067) sites dont l'activité est terminée et dont le réaménagement est connu, seuls 93 sites sont actuellement en friches ce qui représente 11 % du total (les locaux sont abandonnés ou détruits et la végétation a parfois commencé à re-coloniser le terrain).

Les résultats sont présentés sur l'illustration 7. Du fait de la diversité des différents réaménagements (projetés ou réalisés), des regroupements ont été effectués. Cependant pour la majorité des sites (70 %), le réaménagement est de type résidentiel.



*Illustration 7 : Types de réaménagements des anciens sites industriels et activités de service dans le département de la Haute-Vienne.*



## 4. Conclusions

L'Inventaire Historique Régional des anciens sites industriels et activités de service du département de la Haute Vienne commencé en juin 2003 s'est terminé en novembre 2006. Le dépouillement des Archives Départementales et du BRGM, et les informations fournies par la Direction Régionale des Affaires Culturelles ont permis d'établir un total **de trois mille neuf cent cinquante quatre (3 954) fiches manuscrites**.

La consultation des deux cents une (201) mairies du département a aboutit à un taux de réponse de 96 %. Cette enquête a permis de valider un certain nombre des informations acquises lors de la compulsions des archives et parfois de préciser la localisation des sites et leur occupation actuelle.

Suite au regroupement des fiches manuscrites afin d'éliminer les doublons, toutes les données ont été saisies dans la base de données des anciens sites industriels et activités de service, BASIAS. Pour le département de la Haute-Vienne, elle contient **deux mille cinq cent deux (2 502) sites** renseignés, répondant ainsi au cadrage retenu par le comité de pilotage. Sur ces sites, ce sont succédés un total de trois mille cent quatre-vingt quatorze (3 194) installations industrielles différentes.

Parmi les deux mille cinq cent deux sites recensés :

- **208** (soit 8,3 %) ont encore une activité industrielle,
- **1 238** (soit 49,5 %) ont été le siège d'une activité aujourd'hui terminée,
- **1 056** (soit 42,2 %) ne sont pas renseignés sur l'état actuel d'activité.

**Tous les sites ont été géoréférencés mais avec une précision différentes.** Elle est inférieure à 25 mètres pour 59 % (soit 1 483 sites) et supérieure à cette valeur pour 41 % (soit 1 019 sites).

Sur les deux mille cinq cent deux (2502) sites, **mille quatre cent quinze (1 415) ont fait l'objet d'une visite, soit 57% du total.** Cette opération a permis de contrôler l'état de leur activité, de préciser leur localisation ainsi que le type de réaménagement.

A partir de BASIAS, des requêtes peuvent être faites sur l'état d'occupation des sites, pour chaque thème, chaque type d'activité. Des cartographies peuvent être éditées et complétées en fonction des besoins des différents utilisateurs.

Ces données seront consultables sur Internet à l'adresse <http://basias.brgm.fr>.



## **5. Moyens de communication et de diffusion**

Conformément à la demande du Ministère de l'Écologie et du Développement Durable (MEDD), toutes les données brutes recensées sont à vocation publique et archivées dans la base de référence nationale BASIAS dont la mise en œuvre est confiée au BRGM (cf. arrêté ministériel du 10 décembre 1998 paru au Journal Officiel du 16 avril 1999). La finalité de cette base est de conserver la mémoire des sites industriels qu'ils soient en activité ou non.

A l'issue de l'inventaire, la livraison des données et de l'application informatique BASIAS, est faite aux financeurs pour une utilisation qui doit être conforme aux finalités conditionnant la déclaration de cette base auprès de la CNIL.

L'information du public sur BASIAS et la consultation des résultats de l'inventaire sont réalisables par les moyens suivants précisés dans les circulaires 99-315 et 99-316 du 26 avril 1999 relatives à la diffusion des résultats d'un inventaire historique de sites industriels anciens, respectivement adressées aux préfets et aux directeurs des DRIRE par le Ministère chargé de l'Environnement :

- fourniture à la préfecture de CD Rom (données récoltées et application BASIAS),
- fourniture à chaque mairie des fiches papier des sites de leur commune,
- information du Président du Conseil Général et de l'Association des maires,
- information de la Chambre départementale des notaires,
- mise sur Internet des données de l'inventaire sur le site du BRGM <http://basias.brgm.fr/>,
- fourniture sur demande des fichiers aux organismes visés à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 10 décembre 1998 relatif à la création d'une base de données sur les sites industriels et les activités de service anciens : aux administrations, aux collectivités locales, à l'ADEME, à l'ANDRA, au BRGM, aux Agences de l'Eau, aux établissements publics fonciers, aux CCI, aux SPPPI et aux associations d'industriels,
- diffusion large, notamment auprès des associations de protection de l'environnement, des documents synthétiques lorsqu'ils sont établis.

La diffusion des données sur support papier ou sur support informatique doit être datée et accompagnée d'un préambule explicatif validé par le comité de pilotage.

Les résultats de l'inventaire sont donc consultables en préfecture, en mairie, au Service Géologique Régional Limousin du BRGM et sur Internet.

<b>CONSULTATION</b>	<b>Préfecture</b>	<b>Mairies</b>	<b>Service régional BRGM</b>	<b>Internet</b>
<b>Rapport</b>	<b>X</b>		<b>X</b>	
<b>fiches papier ou CD-ROM</b>	<b>X</b>	<b>X</b>	<b>X</b>	
<b>fiches pouvant être téléchargées et cartes</b>				<b>X</b>

Le droit d'accès et de rectification des personnes concernées par les sites inventoriés (propriétaires et occupants en titre des sites concernés) s'exercent auprès de la préfecture du département concerné ou du Service Géologique Régional du BRGM.

<b>DIFFUSION</b>	<b>Financeurs</b>	<b>Préfecture</b>	<b>Mairies</b>
<b>cd rom (données récoltées et application BASIAS)</b>	<b>X</b>	<b>X</b>	
<b>Rapport</b>	<b>X</b>	<b>X</b>	
<b>Fiches papier</b>			<b>X</b>

## 6. Bibliographie

- [1] **O. G. E. E.** - Inventaire historique des sites potentiellement pollués de la Région Limousin (Corrèze, Creuse, Haute-Vienne) - rapport - première phase janvier 1996 - F. Ogé - CRESAL - CNRS
- [2] Limousin d'Autrefois – Ch. Madec - 2004
- [3] **B. MAUROUX, Ph SUBRA** – Inventaire Historique Régional des anciens sites industriels et activités de service Région Limousin - Département de la Corrèze - BRGM/RP-52409-FR, rapport final - 2003



## 7. Abréviations utilisées au cours de cet inventaire

Le lexique des abréviations spécifiquement utilisées pour instruire la banque de données BASIAS au cours de la réalisation de l'inventaire du département de la Haute-Vienne est présenté ci-après.

<b>Liste des abréviations</b>	
AD	Archives Départementales
ADEME	Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie
AEP	Alimentation en Eau Potable
AP	Arrêté préfectoral
BASIAS	Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
BASOL	Base de données des Sols et des sites pollués appelant une action des pouvoirs publics
BRGM	Bureau de Recherches Géologiques et Minières
BSS	Banque de données du Sous-Sol
CNIL	Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés
CRCI	Chambre Régionale du Commerce et de l'Industrie
DGCL	Dépôt de gaz combustible liquéfié
DIB	Déchets Industriel Banals
DIS	Déchets Industriels Spéciaux
DIREN	Direction Régionale de l'Environnement
DLI	Dépôt de Liquide Inflammable
DRAC	Direction Régionale des Affaires Culturelles
DRIRE	Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
EDII	Etablissements Dangereux Incommodes et Insalubres
ICPE	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
IGN	Institut Géographique National
IHR	Inventaire Historique Régional
JO ou J.O.	Journal Officiel
LI	Liquide inflammable
MATE	Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement
MEDD	Ministère de l'Écologie et du Développement Durable, souvent dénommé dans les textes par "ministère chargé de l'écologie"
NAF	Nomenclature des Activités Françaises

NAF modifié	Nomenclature des Activités Françaises adaptée à BASIAS
PNR	Parc Naturel Régional
SA	Société Anonyme
SARL	Société A Responsabilité Limitée
SEI	Service Environnement Industriel
SIG	Système d'Information Géographique
ZNIEFF	Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique

## **Annexe 1**

### **Liste des 58 cotes d'archives listées par l'O.G.E.E consultées et dépouillées**



## LISTE DES 58 COTES D'ARCHIVES CONSULTÉES ET DEPOUILLEES

cotes d'archive	description OGE / Résumé
985 W 1691	Etablissements classés (1947-53)
985 W 1692	Etablissements classés
985 W 1693	Etablissements classés (risque d'incendie)
985 W 1694	Plaintes diverses installations classées (1943-61)
985 W 1695	Pollution des eaux, plaintes, enquêtes...
985 W 1696	Problèmes spécifiques à certaines IC
985 W 1705	IC supprimées ou annulées (DLI)
985 W 1706	IC supprimées ou annulées (Fabrique de peinture et vernis)
985 W 1716	IC supprimées (DLI)
985 W 1717	IC supprimées (DLI)
985 W 1718	Etablissements supprimés ou annulés
985 W 1725	IC supprimées ou annulées (cuirs et peaux)
985 W 1726	IC supprimées ou annulées (usines de carbonisation du bois)
985 W 1734	IC supprimées ou annulées (goudrons)
985 W 1738	IC supprimées ou annulées (teintureries et dégraissage)
985 W 1739	IC supprimées ou annulées (Fabrique de Javel et hypochlorite)
985 W 1740	IC supprimées ou annulées (Rechapage de pneus)
985 W 1741	IC supprimées ou annulées (DOM et usine d'incinération)
985 W 1749	IC supprimées ou annulées (Papeteries et Scieries)
985 W 1750	IC supprimées ou annulées (Huileries)
985 W 1756	Etablissements classés supprimés (Dépôts de peaux sèches)
985 W 1758	Etablissements classés supprimés (scierie, charbon, carbonisation, café)
985 W 1759	Etablissements classés supprimés (Teintureries, dégraissage et vernissage)
985 W 1760	Etablissements classés supprimés (Fabrication et cuisson porcelaine)
985 W 1761 à 1764	Etablissements classés supprimés (Dépôts d'essence ou DLI)
985 W 1765 à 1768	Etablissements classés supprimés (Dépôts d'essence ou DLI)
985 W 2637 à 2642	IC de 3ème classe supprimées (1965 à 1972)
985 W 1778	Inondation du 4/10/1960
985 W 2348	Documentation générale et locale concernant l'industrie
985 W 2190	Recensement de locaux industriels vacants
985 W 1367	Recensement des industries de Limoges (1940-1941)
985 W 1369	Rapport mensuel sur l'activité et la situation économique de Limoges

<b>985 W 845</b>	<b>Notice historique sur l'usine de Saillat (1954)</b>
<b>985 W 1769 à 1774</b>	<b>Inspection départementale des IC (rapports)</b>
<b>985 W 1775</b>	<b>Inspection des IC (notification)</b>
<b>1081 W 134</b>	<b>Entreprises de la Hte-Vienne au 02/10/1975</b>
<b>764 W 41</b>	<b>Recensement des stations services en 1952</b>
<b>1318 W 39</b>	<b>Réclamation OM</b>
<b>1318 W 46</b>	<b>Redevance annuelle (1978-81)</b>
<b>1318 W 47</b>	<b>Redevance annuelle (1982-84)</b>
<b>1318 W 49</b>	<b>Commission des sites (1972-80)</b>
<b>1101 W 30</b>	<b>ZI (environ de 1960)</b>

## **Annexe 2**

### **Liste des 548 cotes d'archives listées par l'O.G.E.E érronnées ou non complètes**



<b>cotes d'archive</b>	<b>description OGE</b>
985 W 1699	IC supprimées ou annulées (porcherie)
985 W 1700	IC supprimées ou annulées (abattoir)
985 W 1701	IC supprimées ou annulées (fonderies de graisse et suifs)
985 W 1708 et 1709	IC supprimées (tueries)
985 W 1710 et 1711	IC supprimées (porcheries)
985 W 1712-15	IC supprimées (fonderies de suif, zoos, élevage)
985 W 1718-20	IC supprimées ou annulées (abattoirs et tueries)
985 W 1721-24	IC supprimées ou annulées (porcheries)
985 W 1727	Panneaux contre-plaqués
985 W 1728 et 1729	Distilleries et torréfaction
985 W 1742-47	IC supprimées (tueries et élevage)
985 W 1748	IC supprimées (fonderies graisse et suifs)
985 W 1755	Etablissements classés supprimés (Tueries et fabriques alimentaires)
985 W 1757	Etablissements classés supprimés (Laiteries)
985 W 1776	Garages non commerciaux (parkings, box, ...)
985 W 1301	Rationnement carburants 1945 à 1945
985 W 1302	Rationnement carburants 1947 à 1949
985 W 1313	Rationnement charbon (1940-49) et gaz de ville (1941-42)
985 W 1330	Statistiques sur la population et les activités de la H.V.
1081 W 287	Situation économique d'Aubusson
1345 W 10, 11, 12	Désaffectation et aliénation de terrains SNCF (1948-88)
1345 W 35	Rapport d'activité du SEI (1988) - Rapports de la fédération de pêche
1318 W 40	Réclamation environnement
1318 W 50-54	Commission des sites : paysages
1318 W 55-57	Taxes parafiscales granulats
1471 W 27-29	Sécurité d'établissements
1471 W 207	Explosion camion d'explosifs
1471 W 209	PU et demande de déminages (1986- 1994)
1471 W 1à140	Assainissement et déversement eaux usées
1213 W 1à15	Appel d'offres de constructions
1468 W 1à70	Ponts
1478 W 1	Chute de Servières sur la Glane (1946 à 1969)
1478 W 2	Chute de Montceaux sur la Corrèze (1940 à 1956)
1478 W 3	Chute de l'Aigle (1940 à 1959)
1478 W 53 et 54	Etude des sites de plan d'eau du bassin de la Briance
1478 W 55	Barrage d'usine (1919 à 1952)
1478 W 68	Microcentrale
1478 W 69 à 72	Vidange de barrages EDF
1215 W	Bureau des primes
1130 W	Hydraulique agricole et POS
1129 W	Diverses primes
1123 W	Aménagement touristique

<b>1171 W</b>	<b>I-S-M, carburants agricoles, stations fruitières</b>
<b>1073 W 17-22</b>	<b>Pré-inventaire des richesses naturelles : pas de sites</b>
<b>1101 W 78 et 79</b>	<b>Permis de construire de 1980 et 81</b>
<b>1346 W 11</b>	<b>Réglementation du bruit (1947-85)</b>
<b>1477 W 16</b>	<b>Usine hydraulique de St Léonard (1984-89)</b>
<b>1426 W 25</b>	<b>Aérodrome de Saint-Junien (1962-81)</b>
<b>1362 W 25</b>	<b>Aérodrome de Saint-Junien (1977-83)</b>

## **Annexe 3**

### **Liste de 386 cotes d'archives listées par l'O.G.E.E consultées et non dépouillées sans intérêt pour l'IHR**



**LISTE DES 386 COTES D'ARCHIVES CONSULTEES NON INTERESSANTES**

<b>cotes d'archive</b>	<b>description OGE</b>
985 W 1699	IC supprimées ou annulées (porcherie)
985 W 1700	IC supprimées ou annulées (abattoir)
985 W 1701	IC supprimées ou annulées (fonderies de graisse et suifs)
985 W 1708 et 1709	IC supprimées (tueries)
985 W 1710 et 1711	IC supprimées (porcheries)
985 W 1712-15	IC supprimées (fonderies de suif, zoos, élevage)
985 W 1718-20	IC supprimées ou annulées (abattoirs et tueries)
985 W 1721-24	IC supprimées ou annulées (porcheries)
985 W 1727	Panneaux contre-plaqués
985 W 1728 et 1729	Distilleries et torréfaction
985 W 1742-47	IC supprimées (tueries et élevage)
985 W 1748	IC supprimées (fonderies graisse et suifs)
985 W 1755	Etablissements classés supprimés (Tueries et fabriques alimentaires)
985 W 1757	Etablissements classés supprimés (Laiteries)
985 W 1776	Garages non commerciaux (parkings, box, ...)
985 W 1301	Rationnement carburants 1945 à 1945
985 W 1302	Rationnement carburants 1947 à 1949
985 W 1313	Rationnement charbon (1940-49) et gaz de ville (1941-42)
985 W 1330	Statistiques sur la population et les activités de la H.V.
1081 W 287	Situation économique d'Aubusson
1345 W 10, 11,12	Désaffectation et aliénation de terrains SNCF (1948-88)
1345 W 35	Rapport d'activité du SEI (1988) - Rapports de la fédération de pêche
1318 W 40	Réclamation environnement
1318 W 50-54	Commission des sites : paysages
1318 W 55-57	Taxes parafiscales granulats
1471 W 27-29	Sécurité d'établissements
1471 W 207	Explosion camion d'explosifs
1471 W 209	PU et demande de déminages (1986- 1994)
1471 W 1à140	Assainissement et déversement eaux usées
1213 W 1à15	Appel d'offres de constructions
1468 W 1à70	Ponts
1478 W 1	Chute de Servières sur la Glane (1946 à 1969)
1478 W 2	Chute de Montceaux sur la Corrèze (1940 à 1956)
1478 W 3	Chute de l'Aigle (1940 à 1959)
1478 W 53 et 54	Etude des sites de plan d'eau du bassin de la Briance
1478 W 55	Barrage d'usine (1919 à 1952)
1478 W 68	Microcentrale

1478 W 69 à 72	Vidange de barrages EDF
1215 W	Bureau des primes
1130 W	Hydraulique agricole et POS
1129 W	Diverses primes
1123 W	Aménagement touristique
1171 W	I-S-M, carburants agricoles, stations fruitières
1073 W 17-22	Pré-inventaire des richesses naturelles : pas de sites
1101 W 78 et 79	Permis de construire de 1980 et 81
1346 W 11	Réglementation du bruit (1947-85)
1477 W 16	Usine hydraulique de St Léonard (1984-89)
1426 W 25	Aérodrome de Saint-Junien (1962-81)
1362 W 25	Aérodrome de Saint-Junien (1977-83)
985 W 1697-98	IC (1954-61)
985 W 1730-32	DLI
985 W 1733	DLI et DGLL
985 W 1735	Extraction et broyage du minerai d'or
985 W 1736	Industrie métallurgique
985 W 1737	Industrie céramique
985 W 1751	DLI + goudrons
985 W 1752	Métallurgie et mécanique
985 W 1753	Céramiques
985 W 1754	Teintureries et caoutchouc
1081 W 85	Accidents du travail de (1946-62)
1081 W 88	Accidents du travail de (1961-81)
1318 W 5	Teinturerie (1961, 1966, 1968)
1318 W 38	Recensement des IC
1318 W 41	Réclamation environnement industriel
1318 W 42 à 45	PU, CDH (1973-87)
1200 W 5-9	Explosifs (1981-86)
1200 W 10-14	Déclaration de matières dangereuses (1986-87)
1108 W 26 à 29	Entreprises en difficulté aux environ de 1981
1101 W 42-44	ZI (environ de 1985)
1473 W 168-182	Explosifs (1986-1992)
1346 W 72-74	Explosifs (1983-85)
1346 W 75	Matières dangereuses (1987)
1319 W 14 et 15	Explosifs (1989)
1120 W 8	Explosifs (1979-81)
1120 W 10	Redevances annuelles (1973-77)
1057 W 53	Explosifs (1978-79) DLI
1362 W 3	DOM La-Chapelle-Montbrandeix (1976-77)
1362 W 4	DOM Dournazac (1976)
1362 W 6	Carrière à Javerdat (1979)
1362 W 11	DOM (transfert) Pensol (1982)
1362 W 13	Fermeture des usines SOPROCHIMIC et PLASTIZELLZ (1967-80)
1362 W 21	IC "papeterie de Moulin de l'hôpital" (1977)

<b>1362 W 41</b>	<b>DOM à St Mathieu (1980)</b>
<b>1362 W 42</b>	<b>DOM à Saint-Victurnien (1976)</b>
<b>1281 W 32</b>	<b>IC de 1966 à 1978</b>
<b>1281 W 54</b>	<b>IC de 1979 à 1980</b>
<b>1281 W 63 et 64</b>	<b>CDH de 1979 à 1989</b>
<b>1281 W 81</b>	<b>Elimination des déchets 1975 à 1977</b>



## **Annexe 4**

### **Liste de 14 cotes d'archives listées par l'O.G.E.E consultables uniquement aux Archives Nationales à Paris**



<b>Archives nationales (14)</b>	
<b>cotes d'archive</b>	<b>description OGE</b>
F14 4491 dossier 1 à 5	Usines
F14 18966	Budget des Annales des mines (1946-59)
F14 18992	Rapport des ingénieurs des Mines (1955-64)
F14 18466	Mutations de concession de mines (Puy-les-Vignes, Vaulry et Cieux)
F14 18770	plomb à Glanges
F14 4491 à 4495	40 dossiers en Hte-Vienne



## **Annexe 5**

### **Liste de cotes d'archives non listées par l'O.G.E.E consultées et dépouillées (répertoire en cours d'élaboration)**



<b>Série M (37)</b>	
<b>cotes d'archive</b>	<b>description OGE</b>
9 M 2	rapports généraux ; états des industries 1806-1925
9 M 3	états annuels sur la situation des industries
9 M 4 à 13	états trimestriels sur la situation industrielle 1856-1887
9 M 14 à 16	états mensuels sur la situation industrielle 1862-1891
9 M 17	Tanneries : états et rapports 1828
9 M 18 et 19	Ganteries 1924-1939
9 M 20	rapports sur les causes de la crise touchant les industries des cuirs et peaux à Saint-Junien 1907
9 M 21 et 22	Métallurgie : Fourneaux, Forges an 6-1825
9 M 28	Papeteries, imprimeries : états, rapports et mémoires an 9-1899
9 M 29 à 34	Porcelaine
9 M 29	états, rapports et mémoires 1808-1864
9 M 30	état et situation des fabriques de porcelaine 1873
9 M 31	projet de création d'une usine à Limoges 1848 ; création d'une société, statuts 1864
9 M 32	fabrique de Brigueil (St Brice) 1835
9 M 34	Conflits entre les fabricants limousins et la douane américaine 1898-1913
9 M 38	Distilleries
9 M 39	fabrique d'allumettes : recensement et expropriation 1872-1878
9 M 40	Salpêtrières
9 M 55	Etats des hauts fourneaux 1849

<b>Série W (115)</b>	
<b>cotes d'archive</b>	<b>description OGE</b>
1035 W 24 à 43	Impôts des sociétés
1081 W 136 à 152	Dossiers d'entreprises Haute-Vienne 1947-1980
1081 W 158	Liste des entreprises de la Haute-Vienne (effectifs) 1973-1977
814 W 4 à 12	Déclarations d'entreprises
864 W 2 à 5	Déclarations d'entreprises
1579 W 9 à 13	Carrières
1579 W 16 à 19	Mines
819 W 1 à 23	Fiscalité des sociétés 1941-1948
819 W 24 à 54	Sociétés dissoutes 1908-1958



## **Annexe 6**

### **Menu principal du code NAF**



<b>NAF</b>	<b>Libellé</b>	<b>Groupe SEI/Explications</b>
<b>A.</b>	<b>AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE</b>	
<b>01.</b>	<b>AGRICULTURE, CHASSE, SERVICES ANNEXES</b>	
<b>01.1</b>	Culture ( <i>légumes, céréales, fruits, fleurs, pépinières</i> )	<b>3</b>
<b>01.1g</b>	Viticulture	<b>3</b>
<b>01.2</b>	Elevage	<b>3</b>
<b>01.3</b>	Culture et élevage associés	<b>3</b>
<b>01.4</b>	Services annexes à l'agriculture ( <i>coopérative agricole, entrepôt de produits agricoles : stockage de phytosanitaires, pesticides, ...</i> )	<b>1</b>
<b>01.5</b>	Chasse	<b>3</b>
<b>02.</b>	<b>SYLVICULTURE, EXPLOITATION FORESTIERE, SERVICES ANNEXES</b>	<b>3</b>
<b>B.</b>	<b>PÊCHE, AQUACULTURE</b>	
<b>05.0a</b>	Pêche	<b>3</b>
<b>05.0c</b>	Pisciculture, aquaculture, <i>conchyliculture</i>	<b>3</b>
<b>C.</b>	<b>INDUSTRIES EXTRACTIVES</b>	
<b>CA.</b>	<b>EXTRACTION DE PRODUITS ENERGETIQUES</b>	
<b>10.</b>	<b>EXTRACTION DE HOUILLE, DE LIGNITE ET DE TOURBE</b>	
<b>10.1</b>	Extraction et agglomération de la houille	<b>1</b>
<b>10.1a</b>	<i>Extraction mais sans agglomération (Cf. 10.1b) de la houille</i>	<b>3</b>
<b>10.1b</b>	<i>Agglomération de la houille (utilisation de brai)</i>	<b>1</b>
<b>10.2</b>	Extraction et agglomération du lignite	<b>3</b>
<b>10.3</b>	Extraction et agglomération de la tourbe	<b>3</b>
<b>11.</b>	<b>EXTRACTION D'HYDROCARBURES ; SERVICES ANNEXES</b>	
<b>11.1</b>	Extraction d'hydrocarbures ( <i>concession minière d'exploitation du pétrole et forage</i> )	<b>1</b>

11.2	Services annexes à l'extraction d'hydrocarbures ( <i>bassin, boue, ...</i> )	1
		<b>souhaité par l'ANDRA</b>
12.	<b>EXTRACTION DE MINERAIS D'URANIUM</b>	<b>1</b>
		<b>souhaité par l'ANDRA</b>
CB.	<b>EXTRACTION DE PRODUITS NON ENERGETIQUES</b>	
13.	<b>EXTRACTION DE MINERAIS METALLIQUES</b>	
13.1	Extraction de minerais de fer	<b>3</b>
13.2	Extraction de minerais de métaux non ferreux	<b>1</b>
14.	<b>AUTRES INDUSTRIES EXTRACTIVES</b>	
14.1	Extraction de pierres ( <i>voir aussi DI.26.7</i> )	<b>3</b>
14.1a	Extraction de pierres pour la construction	<b>3</b>
14.1c	Extraction de calcaire industriel et de craie	<b>3</b>
14.1d	<i>Extraction de gypse</i>	<b>1</b>
14.1e	Extraction d'ardoise	<b>3</b>
14.2	Extraction de sables et d'argiles	<b>3</b>
14.2a	Production de sables et de granulats	<b>3</b>
		<b>souhaité par l'ANDRA</b>
14.3	Extraction de minéraux pour l'industrie chimique ( <i>ex : soufre, sulfates, baryum, ...</i> ) et d'engrais naturels ( <i>phosphate, potasse</i> )	<b>1</b>

NAF	Libellé	Groupe SEI/Explications
14.4	Production de sel	3
14.5	Activités extractives n.c.a. produit	?/selon
14.6	<i>Extraction d'amiante</i>	1
<b>D.</b>	<b>INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES</b>	
<b>DA.</b>	<b>INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES</b>	
<b>15.</b>	<b>INDUSTRIES ALIMENTAIRES</b>	<b>3</b>
15.1	Industrie des viandes, de la charcuterie <i>et des os</i> <i>(dégraissage, dépôt, équarrissage)</i>	3
15.2	Industrie du poisson	3
15.3	Industrie des fruits et légumes (y compris jus de fruits et de légumes)	3
15.4	Industrie des corps gras ( <i>huile végétale et animale, y compris</i> <i>fonderie de suif</i> ), hors huile minérale (cf. DF.23.2)	3
15.5	Industrie laitière (y compris glaces et sorbets)	3
15.6	Travail des grains ( <i>farine</i> ) ; fabrication de produits amylacés	3
15.7	Fabrication d'aliments pour animaux	3
15.8	Autres industries alimentaires (pain, chocolat, bonbons, pâte, café, condiments, diététique, ...)	3
15.9	Industrie des boissons ( <i>autres que jus de fruits et de légumes</i> )	3
15.9x	<i>Production de boissons alcooliques distillées et liqueurs</i>	3
15.9y	<i>Production de vin, cidre et bière</i>	3
15.9z	<i>Industrie des eaux et des boissons rafraîchissantes</i>	3
<b>16.</b>	<b>INDUSTRIE DU TABAC</b>	<b>3</b>
<b>DB.</b>	<b>INDUSTRIE TEXTILE ET HABILLEMENT</b>	

<b>17.</b>	<b>INDUSTRIE TEXTILE</b>	
<b>17.1</b>	Filature, peignage, pelotonnage	<b>3</b>
<b>17.2</b>	Tissage	<b>3</b>
<b>17.3</b>	Ennoblement textile ( <i>teinture, impression,...</i> )	<b>1</b>
<b>17.4</b>	Fabrication d'articles textiles	<b>3</b>
<b>17.5</b>	Autres industries textile ( <i>synthétique ou naturel : tapis, moquette, corde, filet, coton, ouate, ...</i> )	<b>3</b>
<b>17.6</b>	Fabrication d'étoffes à maille	<b>3</b>
<b>18.</b>	<b>INDUSTRIE DE L'HABILLEMENT ET DES FOURRURES</b>	
<b>18.1</b>	Fabrication de vêtements en cuir	<b>3</b>
<b>18.2</b>	Fabrication de vêtements en textile	<b>3</b>
<b>18.3</b>	Industrie des fourrures	<b>3</b>
<b>DC.</b>	<b>INDUSTRIE DU CUIR ET DE LA CHAUSSURE</b>	
<b>19.1</b>	Apprêt et tannage des cuirs ( <i>tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues</i> )	<b>1</b>
<b>19.2</b>	Fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie	<b>3</b>
<b>19.3</b>	Fabrication de chaussures	<b>3</b>

<b>NAF</b>	<b>Libellé</b>	<b>Groupe SEI/Explications</b>
<b>DD.</b>	<b>TRAVAIL DU BOIS ET FABRICATION D'ARTICLES EN BOIS</b>	
<b>20.1</b>	Sciage, rabotage, imprégnation du bois	
<b>20.1a</b>	Sciage et rabotage du bois	<b>3</b>
<b>20.1b</b>	Imprégnation du bois ( <i>fongicides, vernis, insecticides</i> )	<b>1</b>
<b>20.2</b>	Fabrication de panneaux de bois ( <i>aggloméré, contre-plaqué, ...</i> )	<b>3</b>
<b>20.3</b>	Fabrication de charpentes et de menuiseries	<b>3</b>
<b>20.4</b>	Fabrication d'emballages en bois	<b>3</b>
<b>20.5</b>	Fabrication d'objets divers en bois ou liège, et vannerie	<b>3</b>
<b>DE.</b>	<b>INDUSTRIE DU PAPIER ET DU CARTON ; EDITION ET IMPRIMERIE</b>	
<b>21.</b>	<b>INDUSTRIE DU PAPIER ET DU CARTON</b>	
<b>21.1</b>	Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	<b>1</b>
<b>21.2</b>	Fabrication d'articles en papier ou en carton (papier peint, toilette, emballage, ...)	<b>3</b>
<b>22.</b>	<b>EDITION, IMPRIMERIE, REPRODUCTION</b>	
<b>22.1</b>	Edition (livres, revues, journaux, ...)	<b>3</b>
<b>22.2</b>	Imprimerie (y compris reliure, photogravure,...)	<b>1</b>
<b>22.3</b>	Reproduction d'enregistrements ( <i>vidéo, son, informatique</i> ) <i>sans fabrication des supports (bandes, disques : cf.24.6j)</i>	<b>3</b>
<b>DF.</b>	<b>COKEFACTION, RAFFINAGE, INDUSTRIES NUCLEAIRES ET SOURCES RADIOACTIVES</b>	
<b>23.1</b>	Cokéfaction ( <i>cokerie, distillation de goudron, traitement des eaux ammoniacales</i> )	<b>1</b>
<b>23.2</b>	Raffinage, <i>distillation et rectification</i> du pétrole <i>et/ou</i> <i>stockage d'huile minérales</i>	<b>1</b>

<b>23.3</b>	Elaboration et transformation de matières nucléaires	<b>3</b>
	<b>souhaité par l'ANDRA</b>	
<b>23.4</b>	<i>Utilisation de sources radioactives et stockage de substances radioactives (solides, liquides ou gazeuses)</i>	<b>3</b>
	<b>souhaité par l'ANDRA</b>	
<b>DG.</b>	<b>INDUSTRIE CHIMIQUE</b>	<b>1</b>
<b>24.1</b>	Industrie chimique de base	<b>1</b>
<b>24.1a</b>	Fabrication de gaz industriels	<b>1</b>
<b>24.1c</b>	Fabrication de colorants, de pigments <i>et d'encres</i>	<b>1</b>
<b>24.1e</b>	Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base	<b>1</b>
<b>24.1g</b>	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	<b>1</b>
<b>24.1j</b>	Fabrication de produits azotés et d'engrais	<b>1</b>
	<b>souhaité par l'ANDRA</b>	
<b>24.1l</b>	Fabrication de matières plastiques de base	<b>1</b>
<b>24.1n</b>	Fabrication de caoutchouc synthétique	<b>1</b>
<b>24.1o</b>	<i>Fabrication, fusion, dépôts de goudron, bitume, asphalte, brai</i>	<b>1</b>
<b>24.2</b>	Fabrication <i>et/ou stockage</i> de produits agrochimiques <i>(phytosanitaires, fongicides, insecticides, ...)</i>	<b>1</b>

<b>NAF</b>	<b>Libellé</b>	<b>Groupe SEI/Explications</b>
<b>24.3</b>	Fabrication et/ou <i>stockage</i> de peintures, vernis ou solvants	1
<b>24.4</b>	Industrie pharmaceutique et <i>laboratoire de recherche</i>	1
<b>souhaité par l'ANDRA</b>		
<b>24.5</b>	Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	1
<b>24.5a</b>	Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	1
<b>24.5c</b>	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	1
<b>24.6</b>	Fabrication d'autres produits chimiques	1
<b>24.6a</b>	Fabrication de produits explosifs et <i>inflammables</i> <i>(allumettes, feux d'artifice, poudre,...)</i>	1
<b>souhaité par l'ANDRA</b>		
<b>24.6c</b>	Fabrication et/ou stockage de colles, gélatines, <i>résines synthétiques</i> , <i>gomme, mastic,</i>	1
<b>24.6e</b>	Fabrication d'huiles essentielles	1
<b>24.6g</b>	Fabrication de produits chimiques pour la photographie	1
<b>24.6j</b>	Fabrication, dépôt et retraitement de supports de données <i>(bandes, disques, film.)</i>	1
<b>24.6l</b>	Fabrication de produits chimiques à usage industriel	1
<b>24.7</b>	Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	1
<b>DH.</b>	<b>INDUSTRIE DU CAOUTCHOUC ET DES PLASTIQUES</b>	1
<b>25.1</b>	Industrie du caoutchouc (dont fabrication et/ou dépôt de pneus neufs et rechapage, ...)	1
<b>25.2</b>	Fabrication, transformation et/ou dépôt des matières plastiques ( <i>PVC, polystyrène,...</i> )	1

<b>DI.</b>	<b>FABRICATION D'AUTRES PRODUITS MINERAUX NON METALLIQUES</b>	
<b>26.1</b>	Fabrication de verre et d'articles en verre <i>et atelier d'argenture</i> (miroir, cristal, fibre de verre, laine de roche)	<b>1</b>
<b>26.2</b>	Fabrication de produits céramiques ( <i>domestique, sanitaire, isolant, réfractaire, faïence, porcelaine</i> )	<b>1</b>
	<b>souhaité par l'ANDRA</b>	
<b>26.3</b>	Fabrication de carreaux en céramique	<b>1</b>
<b>26.4</b>	Fabrication de tuiles et briques <i>et de produits divers</i> en terre cuite ( <i>tuilerie, poterie, briqueterie</i> )	<b>3</b>
<b>26.5</b>	Fabrication de ciment, chaux et plâtre ( <i>centrale à béton, ...</i> )	<b>3</b>
<b>26.6</b>	Fabrication d'ouvrages <i>en ciment</i> , béton ou en plâtre ; de mortier	<b>3</b>
<b>26.7</b>	Travail de la pierre ( <i>taille, concassage, criblage, polissage</i> )	<b>3</b>
<b>26.8</b>	Fabrication <i>et préparation</i> de produits minéraux divers	<b>3</b>
	<b>souhaité par l'ANDRA</b>	
<b>26.8a</b>	Fabrication de produits abrasifs	<b>3</b>
	<b>souhaité par l'ANDRA</b>	
<b>26.8d</b>	<i>Centrale d'enrobage (graviers enrobés de goudron, pour les routes par exemple)</i>	<b>1</b>
<b>26.8e</b>	<i>Fabrication et trituration du soufre ; fabrication de mèches soufrées</i>	<b>1</b>
<b>26.8f</b>	<i>Fabrication, utilisation et stockage d'amiante et de produits amiantés (Fibrociment.)</i>	<b>1</b>

<b>NAF</b>	<b>Libellé</b>	<b>Groupe SEI/Explications</b>
<b>DJ.</b>	<b>METALLURGIE ET TRAVAIL DES METAUX</b>	
<b>27.</b>	<b>METALLURGIE</b>	
<b>27.1</b>	Sidérurgie	1
<b>27.2</b>	Fabrication de tubes	1
<b>27.3</b>	Première transformation de l'acier (profilage, laminage, tréfilage, étirage)	1
<b>27.4</b>	Production de métaux non ferreux ( <i>broyage et traitement des minerais</i> )	1
		<b>souhaité par l'ANDRA</b>
<b>27.4a</b>	Production de métaux précieux	1
<b>27.4c</b>	Production d'aluminium	1
<b>27.4d</b>	Première transformation de l'aluminium	1
<b>27.4f</b>	Production de plomb, de zinc ou d'étain	1
<b>27.4g</b>	Première transformation du plomb, du zinc ou de l'étain	1
		<b>souhaité par l'ANDRA</b>
<b>27.4j</b>	Production de cuivre	1
<b>27.4k</b>	Première transformation du cuivre	1
<b>27.4m</b>	Métallurgie des autres métaux non ferreux	1
<b>27.5</b>	Fonderie	1
<b>27.5a</b>	Fonderie de fonte	1
<b>27.5c</b>	Fonderie d'acier	1
<b>27.5e</b>	Fonderie de métaux légers	1
		<b>souhaité par l'ANDRA</b>
<b>27.5g</b>	Fonderie d'autres métaux non ferreux	1

**souhaité par l'ANDRA**

<b>28.</b>	<b>TRAVAIL DES METAUX (CONSTRUCTIONS METALLIQUES)</b>	
<b>28.1</b>	Fabrication d'éléments en métal pour la construction <i>(portes, poutres, grillage, treillage...)</i>	<b>2</b>
<b>28.2</b>	Fabrication de réservoirs métalliques <i>(pour gaz ou liquide)</i> et de chaudières pour le chauffage central	<b>2</b>
<b>28.3</b>	Chaudronnerie, <i>tonnellerie</i>	<b>2</b>
<b>28.4</b>	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, <i>matriçage, découpage</i> ; métallurgie des poudres	<b>2</b>
<b>28.5</b>	Traitement des métaux ; mécanique générale	
<b>28.5a</b>	Traitement et revêtement des métaux <i>(traitements de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures)</i>	<b>1</b>

**souhaité par l'ANDRA**

<b>28.5c</b>	Décolletage	<b>1</b>
<b>28.5d</b>	Mécanique générale	<b>2</b>
<b>28.6</b>	Fabrication de coutellerie, d'outillage et de quincaillerie <i>(serrures, ferrures, clous, ...)</i>	<b>2</b>
<b>28.7</b>	Fabrication d'autres ouvrages en métaux (emballages métalliques, boulons, articles ménagers, chaînes, ressorts, ...)	<b>2</b>

<b>NAF</b>	<b>Libellé</b>	<b>Groupe SEI/Explications</b>
<b>DK.</b>	<b>FABRICATION DE MACHINES ET EQUIPEMENTS (<i>CONSTRUCTIONS MECANIQUES</i>)</b>	
<b>29.1</b>	Fabrication d'équipements mécaniques ( <i>pompe, moteur, turbine, compresseur, robinets, organe mécanique de transmission</i> )	<b>2</b>
<b>29.2</b>	Fabrication de machines d'usage général ( <i>fours, brûleurs, ascenseurs, levage, bascules, frigos, ventilateurs, ...</i> )	<b>2</b>
<b>29.3</b>	Fabrication de machines agricoles ( <i>tracteurs, ...</i> ) <i>et réparation</i>	<b>2</b>
<b>29.4</b>	Fabrication de machines-outils ( <i>à métaux, à bois, portatives à moteur incorporé, de soudage</i> )	<b>2</b>
<b>29.5</b>	Fabrication d'autres machines d'usage spécifique ( <i>à préciser</i> )	<b>2</b>
<b>29.6</b>	Fabrication d'armes et de munitions	<b>1</b>
<b>29.7</b>	Fabrication d'appareils domestiques ( <i>électriques ou non</i> )	<b>2</b>
<b>DL.</b>	<b>FABRICATION ET REPARATION DEQUIPEMENTS ELECTRIQUES (<i>Y COMPRIS PILES ET ACCUMULATEURS</i>) OU ELECTRONIQUES</b>	
<b>30.</b>	<b>FABRICATION ET REPARATION DE MACHINES DE BUREAU ET DE MATERIEL INFORMATIQUE</b>	<b>1</b>
<b>31.</b>	<b>FABRICATION DE MACHINES ET APPAREILS ELECTRIQUES</b>	
<b>31.1</b>	Fabrication <i>et réparation</i> de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	<b>1</b>
<b>31.2</b>	Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique	<b>2</b>
<b>31.3</b>	Fabrication de fils et câbles isolés	<b>2</b>
<b>31.4</b>	Fabrication, <i>réparation et recharge</i> d'accumulateurs et de piles électriques	<b>1</b>

<b>31.5</b>	Fabrication de lampes et d'appareils d'éclairage	<b>2</b>
<b>31.6</b>	Fabrication d'autres matériels électriques <i>et électromagnétiques</i> <i>(pour moteurs et véhicules ou non)</i>	<b>2</b>
<b>32.</b>	<b>FABRICATION D'EQUIPEMENTS DE RADIO, TELEVISION ET COMMUNICATION (ELECTRONIQUE...)</b>	
<b>32.1</b>	Fabrication de composants électroniques <i>(actifs ou passifs et condensateurs)</i>	<b>1</b>
<b>32.2</b>	Fabrication d'appareils d'émission et de transmission <i>(téléphone, radar, ...)</i>	<b>2</b>
<b>32.3</b>	Fabrication d'appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image <i>(T.V., hi-fi, caméra, ...)</i>	<b>2</b>
<b>33.</b>	<b>FABRICATION D'INSTRUMENTS MEDICAUX, DE PRECISION, D'OPTIQUE ET D'HORLOGERIE</b>	
<b>33.1</b>	Fabrication de matériel médico-chirurgical (y compris radiologique, ...) et d'orthopédie	<b>2</b>
	<b>souhaité par l'ANDRA</b>	
<b>33.2</b>	Fabrication d'instruments de mesure et de contrôle	<b>2</b>
<b>33.3</b>	Fabrication d'équipements de contrôle des processus industriels	<b>2</b>
<b>33.4</b>	Fabrication de matériels optique et photographique	<b>2</b>
<b>33.5</b>	Horlogerie	<b>2</b>
	<b>souhaité par l'ANDRA</b>	

<b>NAF</b>	<b>Libellé</b>	<b>Groupe SEI/Explications</b>
<b>DM.</b>	<b>FABRICATION DE MATERIEL DE TRANSPORT</b>	
<b>34.</b>	<b>INDUSTRIE AUTOMOBILE</b>	
<b>34.1</b>	Construction de véhicules automobiles	2
<b>34.2</b>	Fabrication de carrosseries et remorques	2
<b>34.3</b>	Fabrication d'équipements automobiles	2
<b>35.</b>	<b>FABRICATION D'AUTRES MATERIELS DE TRANSPORT</b>	
<b>35.1</b>	Construction navale	2
<b>35.2</b>	Construction de matériel ferroviaire roulant	2
<b>35.3</b>	Construction aéronautique et spatiale	2
<b>35.4</b>	Fabrication de motocycles et de bicyclettes <i>et</i> <i>véhicules pour invalides</i>	2
<b>35.5</b>	Fabrication de matériels de transport n.c.a.	2
<b>DN.</b>	<b>AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>	
<b>36.</b>	<b>FABRICATION DE MEUBLES ; INDUSTRIES DIVERSES</b>	
<b>36.1</b>	Fabrication de meubles <i>et matelas</i>	3
<b>36.2</b>	Bijouterie <i>et monnaies métalliques</i>	3
		<b>souhaité par l'ANDRA</b>
<b>36.3</b>	Fabrication d'instruments de musique	3
<b>36.4</b>	Fabrication d'articles de sport	3
<b>36.5</b>	Fabrication de jeux et jouets	3
<b>36.6</b>	Autres industries diverses (crin, brosse, duvet, <i>horlogerie, objets</i> <i>et bijoux fantaisie, ..)</i>	3
		<b>souhaité par l'ANDRA</b>

<b>37.</b>	<b>RECUPERATION ET REGENERATION</b>	
<b>37.1</b>	Récupération de matières métalliques recyclables <i>(ferrailleur, casse auto, ...)</i>	<b>1</b>
<b>37.2</b>	Récupération de matières non métalliques recyclables <i>(chiffon, papier, déchets "vert" pour fabrication de terreau ; à ne pas confondre avec décharge de "déchets verts" qui n'est pas contrôlée : OO90.0e, ou avec peaux vertes ou bleues : DC19.1, ...)</i>	<b>3</b>
<b>37.3</b>	Régénération et/ou stockage d'huiles usagées	<b>1</b>
<b>E.</b>	<b>PRODUCTION, DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, (Y COMPRIS TRANSFORMATEUR), DE GAZ (Y COMPRIS SOUFFLERIE, COMPRESSION ET REFRIGERATION), D'EAU ET DE CHALEUR</b>	
<b>40.</b>	<b>PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE (Y COMPRIS TRANSFORMATEUR), DE GAZ ET DE CHALEUR</b>	
<b>40.1</b>	Production et distribution d'électricité	
<b>40.1a</b>	Centrale électrique thermique	<b>1</b>
		<b>souhaité par l'ANDRA</b>
<b>40.1b</b>	Centrale électrique hydraulique	<b>3</b>
<b>40.1c</b>	Centrale nucléaire	<b>3</b>
<b>40.1d</b>	Transformateur (PCB, pyralène, ...)	<b>1</b>
		<b>souhaité par l'ANDRA</b>

<b>NAF</b>	<b>Libellé</b>	<b>Groupe SEI/Explications</b>
<b>40.2</b>	Production et distribution de combustibles gazeux ( <i>usine à gaz, générateur d'acétylène</i> ) ; pour autres gaz industriels cf. DG24.1a	<b>1</b>
<b>40.2a*</b>	Production et distribution de combustibles gazeux ( <i>usine à gaz</i> )	<b>1*</b>
<b>40.2b*</b>	Production et distribution de combustibles gazeux ( <i>générateur d'acétylène</i> )	<b>3*</b>
<b>40.3</b>	Production et distribution de chaleur	<b>3</b>
<b>40.4</b>	<i>Compression, réfrigération</i>	<b>3</b>
<b>41.</b>	<b>CAPTAGE, TRAITEMENT ET DISTRIBUTION D'EAU</b>	
<b>41.0</b>	Captage, traitement et distribution d'eau potable	<b>3</b>
<b>F.</b>	<b>CONSTRUCTION (<i>Métiers de la</i>)</b>	
<b>F45.1</b>	Préparation des sites ( <i>démolition, terrassement</i> )	<b>3</b>
<b>F45.1d</b>	Forages et sondages ( <i>pour forages pétroliers cf. CA 11.1, CA 11.2</i> )	<b>3</b>
<b>F45.2</b>	Construction d'ouvrage, de bâtiment ou de génie civil, ( <i>couverture, tunnel, canalisation, ligne électrique, étanchéité, route, voie ferrée, canal, levage, montage</i> )	<b>3</b>
<b>F45.3</b>	Travaux d'installation ( <i>électrique, isolation, eau, gaz, plomberie</i> )	<b>3</b>
<b>F45.4</b>	Travaux de finition ( <i>plâtrier, menuisier bois, PVC, métaux, serrurier, revêtement sols et murs, peintre, vitrier</i> )	<b>3</b>
<b>G.</b>	<b>COMMERCES, REPARATION AUTOMOBILE (<i>OU AUTRES</i>) ET D'ARTICLES DOMESTIQUES</b>	
<b>G50.1</b>	Commerce de véhicules automobiles	<b>3</b>
<b>G50.2</b>	Entretien et réparation de véhicules automobiles ( <i>ou autres</i> )	
<b>G50.2a</b>	<i>Garages, ateliers, mécanique et soudure</i>	<b>2</b>
<b>G50.2b</b>	<i>Carrosserie, peinture</i>	<b>2</b>

<b>G50.3</b>	Commerce d'équipement automobile	<b>3</b>
<b>G50.4</b>	Commerce et réparation de motocycle	<b>2</b>
<b>G50.5</b>	Commerce de gros, de détail, desserte de carburants, (station service de toute capacité de stockage)	<b>1</b>
<b>G52.4</b>	Droguerie (sauf s'il y a production, fabrication de drogues → 1ier groupe comme par exemple DG24.1)	<b>3</b>
<b>I.</b>	<b>TRANSPORT ET COMMUNICATION (PAR AIR, EAU ET TERRE)</b>	
<b>I60</b>	<b>Transports terrestres</b>	
<b>I60.1</b>	Transport et installations ferroviaires (gare de triage et entretien des locomotives)	<b>2</b>
<b>I60.2</b>	Transports urbains et routiers (gare de bus, tramway, métro et atelier de réparation)	<b>2</b>
<b>I60.2c</b>	Téléphériques, remontées mécaniques	<b>3</b>
<b>I60.3</b>	Transports par conduites (pipeline, gazoduc, chimioduc, ...)	<b>1</b>
<b>I61</b>	<b>Transports par eau</b>	
<b>I61.1</b>	Transports maritimes et côtiers (port maritime)	<b>2</b>
<b>I61.2</b>	Transports fluviaux (port fluvial)	<b>2</b>
<b>I62</b>	<b>Transports aériens (aérodromes)</b>	<b>1</b>
<b>I63</b>	<b>Services auxiliaires des transports</b>	
<b>I63.1</b>	Entreposage frigorifique ou non et manutention	<b>3</b>
<b>I63.2</b>	Gestion d'infrastructures de transport	<b>3</b>

NAF	Libellé	Groupe SEI/Explications
<b>K.</b>	<b>IMMOBILIER, LOCATIONS ET SERVICES AUX ENTREPRISES</b>	
<b>K74.7</b>	Activités et entreprises de nettoyage et/ou de vidange	1
<b>N.</b>	<b>SANTÉ ET ACTION SOCIALE</b>	
<b>N85.1</b>	Activité pour la santé humaine	3
<b>N85.1a</b>	Hôpitaux et cliniques	3
<b>N85.1k</b>	Laboratoire d'analyses médicales	3
<b>N85.2</b>	Clinique vétérinaire	3
<b>O.</b>	<b>SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS</b>	
<b>O90</b>	<b>Assainissement, voirie et gestion des déchets</b>	
<b>O90.0a</b>	Epuration des eaux usées ( <i>station d'épuration</i> )	1
<b>O90.0b</b>	Enlèvement et traitement des ordures ménagères ( <i>décharge d'O.M.; déchetterie</i> )	1
<b>O90.0c</b>	<i>Décharge de pneus usagés</i>	1
<b>O90.0d</b>	<i>Dépôt d'immondices, dépotoir à vidanges (ancienne appellation des déchets ménagers avant 1945)</i>	1
<b>O90.0e</b>	<i>Décharge de déchets verts</i>	3
<b>O90.0f</b>	<i>Décharge de déchets industriels banals (D.I.B.)</i>	1
<b>O90.0g</b>	<i>Décharge de déchets industriels spéciaux (D.I.S.)</i>	1
<b>O90.0h</b>	<i>Décharge de déchets hospitaliers ou de laboratoires pharmaceutiques</i>	1
<b>O90.0i</b>	<i>Usine d'incinération et atelier de combustion de déchets (indépendants ou associés aux cimenteries)</i>	1
<b>O90.0j</b>	Dépôt de gravats	3

**O93 Services personnels**

**O93.0** Blanchisserie, Teinturerie (gros, ou détail *lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR*) ; blanchiment et traitement des pailles, fibres textiles, chiffons, 1

**Z. AUTRES ACTIVITÉS COLLECTIVES OU PRIVÉES**

**Z1. Stockage de produits chimiques** (minéraux, organiques, notamment ceux qui ne sont pas associés à leur fabrication, ...) 1

**Z2. Stockage de charbon** 3

**Z3. Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)** 1

**Z4. Terrils et/ou crassier de mines** 1

**souhaité par l'ANDRA**

**Z5. Stockage de résidus miniers après traitement des minerais métalliques non ferreux** 1

**souhaité par l'ANDRA**

**Z6. Boues de dragage** (éventuellement chargées en métaux et/ou en produits polluants organiques) 1

**Z7. Dépôt ou stockage de gaz** (hors fabrication cf. DG24.1a ou E40.2) 3



**Centre scientifique et technique**  
3, avenue Claude-Guillemin  
BP 36009  
45060 – Orléans Cedex 2 – France  
Tél. : 02 38 64 34 34

**Service géologique régional Limousin**  
Technopole ESTER  
B.P. 6932  
87069 -Limoges  
Tél. : 05 55 35 27 86